



divers opuscules sur l'Alger
1844, 1845
Desjobert et autres

APERÇUS

SUR L'ÉTAT ACTUEL DE L'ALGÉRIE,

LETTRES

D'UN VOYAGEUR A SON FRÈRE.

Après avoir vaincu pour soumettre, rester fort pour organiser, pour maintenir, pour faire les grands travaux de colonisation.

ALGER,

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

1844.

LETTRE PREMIÈRE.

INTRODUCTION.

Alger, 26 mars 1844.

Après onze ans de séjour sur la côte, j'ai vu enfin l'Afrique s'ouvrir devant moi ; je me suis fait voyageur.

Mon Dieu! mon ami, que c'est une grande et belle chose pour notre pays, pour notre époque, que ce réveil de l'Afrique après un stupide sommeil de 1,400 ans, que sa régénération par des mains françaises, qu'une société nouvelle se fondant sous le drapeau de la patrie!

Je me suis voué, corps et âme, à l'étude de cette noble entreprise ; je t'envoie mes *impressions de voyage* écrites dans le silence des nuits après des journées de fatigue et de travail.

Que Dieu te comble de bénédictions, comme disent les Arabes, et qu'il protége la France!

Ton Frère le Voyageur.

LETTRE DEUXIÈME.

Excursions à l'intérieur. — Aspect du pays. — Travaux de l'armée. — Conversation du Gouverneur avec les arabes — Son influence sur eux. — Devise du Maréchal. — Emploi des fonds secrets.

Alger, 27 mars 1844.

Je viens, mon cher ami, de faire 110 à 115 lieues dans l'intérieur du pays, avec M. le Gouverneur-Général et sans un soldat français. J'ai été à 54 lieues droit vers le Sud ; j'ai traversé l'Ouedjer, le Cheliff, le Derder, l'Oued-el-Khamis et plusieurs autres rivières dont le Maréchal veut emprisonner les eaux dans des barrages, pour arroser les terres et conquérir par les bienfaits les arabes vaincus par la force ; j'ai franchi l'Atlas et l'Afroun, j'ai bivouaqué dans le Chaab-el-Kettâa, (ravin des voleurs) théâtre de plusieurs combats, j'ai vu le Zaccar, les riantes vallées qui s'étendent à ses pieds, la ville antique de Milianah qu'il porte à son flanc et les forêts qui couronnent sa cime ; j'ai vu le Gontas et sa route tortueuse, ouvrage de l'armée, le Riga et ses cèdres majestueux, et ce vaste panorama qui se prolonge au loin, jusqu'aux montagnes bleues, limites du véritable désert, à 30 lieues environ de Téniet-el-Had.

J'ai vécu au milieu des Beni Khalil, des Beni Me-

ned, des Sumata, Righra, Matmata, Zugzug, Djendel, Bellel, Hachem, Hadjoutes et autres dont les noms m'échappent; j'ai pris part à la Diffa et la Mouna (les vivres et l'orge) offerts au Gouverneur, sous la tente des kalifas, aghas et kaïds; j'ai dormi sous la seule garde de leurs cavaliers, au nombre de 2 à 300, arrivés de 10, 15 et 20 lieues, pour saluer *leur seigneur.*

Je pourrais te raconter combien cette aristocratie arabe a déjà repris d'éclat, combien est pittoresque l'aspect de ces chefs, aux selles brodées, aux bottines rouges, aux bernous blancs, aux mâles visages, s'élançant dans la plaine à la tête de leurs cavaliers, debout sur leurs étriers, le fusil en joue, constamment horizontal, déchargeant leur arme aux pieds *du maitre*, la fesant sauter en l'air, la ressaisissant, et arrêtant court leurs chevaux lancés au galop; mais je n'ai pas le temps de t'amuser: tout ce que je puis te dire, c'est que le Nord de l'Afrique est un magnifique pays, et que je suis revenu de mon excursion fier comme un paon et glorieux de notre conquête comme si j'y avais contribué.

En foulant cette vieille terre, en voyant cette partie de l'Empire romain, morte depuis le 5e siècle, secouer son linceul, sortir de sa tombe et renaitre à la civilisation au seul contact de la France, en me sentant dans ces solitudes, moi quatrième, protégé invinciblement par la puissance morale que la victoire nous a donnée, je me croyais plus grand, j'étais plus fier de ma patrie.

Nous écrivons tant aujourd'hui que personne n'a

plus le temps de lire ; ainsi tu n'as peut-être jamais jeté les yeux sur quelques uns des volumes déjà si nombreux où l'on a parlé de la richesse et de la fécondité de l'Algérie, et tout entier à tes souvenirs du collége ou aux déclamations courantes, tu rêves encore les sables du Sahara, le terrible Simoun et cette Libye dévorante dont nous parle Virgile ; nous avons nous même ici, sur les lieux, entendu de si étranges choses, qu'en présence de cette nature si verdoyante, si riche, si pittoresque, on se demande si l'on est en Afrique ou si l'existence du désert n'est par un conte de nos nourrices.

Oui, mon ami, ce beau pays fait bien partie de l'Afrique, et il y a un désert, un vaste désert, une mer sans eau, disent les arabes, un océan de sable jaune avec des taches bleues, des lignes noires et un horizon rouge ; mais ce désert, il est au moins à 80 lieues de la côte ; il est immense, et les poètes, prenant la partie pour le tout, ont donné à l'Afrique entière cette mauvaise réputation dont elle a peine à faire revenir l'opinion.

Depuis la mer jusqu'à 40 ou 50 lieues environ au Midi, c'est le *Tell*, Tellus, la terre féconde qui produit les grains ; depuis là jusqu'au Sahara, c'est le petit désert, nom que les arabes lui donnent parceque les grains ne peuvent y mûrir, ce qui explique la consommation de cette grande quantité de céréales que fournit en abondance la première région, mais qui n'en est pas moins très riche et très populeux et où les Romains avaient fondé des villes en grand nombre. Au delà sont les montagnes bleues, puis le Sahara.

Eh bien ! ce qui m'a surpris, ce n'est pas l'aspect riant et fertile des vallées et des plaines, l'étendue des bois que nous n'avons pas quittés depuis Blïdah, jusqu'à la forêt de chênes et de cèdres de Teniet el Had, à trente tieues de cette première ville, l'importance et la qualité des terres cultivables toutes ensemencées par les arabes, l'état et le nombre de leurs troupeaux, etc., c'est de voir nos soldats travaillant gaîment aux défrichemens pour les Européens, aux constructions pour les établissemens militaires et aux routes qu'ils ouvrent dans toutes les directions ; ce sont les routes à peine praticables déjà fréquentées par des européens et des arabes, allant vendre ou acheter du bétail et des grains; ce sont les indigènes sans solde (sans solde !), montant la garde, de distance en distance, jour et nuit, depuis plusieurs mois, pour assurer la sécurité de ces routes et l'assurant en effet complètement; c'est, de voir à 50 lieues d'Alger, dans un lieu naguère désert, un magnifique hôpital et une caserne en pierres, bien et solidement bâtis par l'armée, sous la direction d'un jeune Officier du Génie, plein de cœur et de résolution ; ce sont des colons, des Européens, des Français, se bâtissant des maisons et se fesant des jardins dans ces solitudes élevées où le froid est européen et où les tempêtes et la foudre semblent avoir fixé leur domicile.

Ce qui m'a le plus étonné dans les arabes, ce n'est pas de les voir si promptement remis des rudes atteintes et des désastres dont ils nous fesaient sous la tente le naïf récit, ce n'est pas de les voir mettre tant

d'ardeur dans les exercices militaires qu'ils aiment de passion, ce n'est pas de voir les populations faire nu pieds, à travers les montagnes, sept à huit lieues pour demander au Maréchal, ou justice, ou faveur, discutant leurs intérêts avec chaleur, acceptant immédiatement et en silence la décision qu'elle qu'elle soit, entourant le Gouverneur, au nombre de plus de soixante, et lui baisant les mains, les pieds, les vêtemens, pour le retour promis d'un Marabout ou d'un vieux chef exilé; c'est de les voir écouter avec une religieuse attention, les recommandations qu'il fait aux chefs pour qu'ils commandent avec justice, les avis et les conseils qu'il donne à tous pour améliorer leur bien-être, soigner leurs bestiaux et cultiver leurs terres d'une manière plus intelligente; c'est la réponse que ceux-ci lui fesaient entendre:

« *Mes relations avec toi*, lui disait un des aghas, *ne sont pas seulement celles du serviteur envers le maître, elles sont aussi celles du fidèle envers le Marabout; car tes paroles sont celles d'un Marabout, elles portent les sages avis, et la bénédiction de Dieu est avec toi.* »

A un autre bivouac, après un long entretien avec cinq Aghas sur l'agriculture, les bestiaux, les plantations d'arbres, le barrage des eaux pour les irrigations, les avantages des routes et du commerce européen, Ben-Typhour, qui a été un de nos ennemis les plus tenaces, lui disait, en présence des autres chefs arabes :

« Tu es véritablement le représentant du Sultan,
« car il est écrit : Celui-là est le véritable Sultan qui
« s'occupe non seulement de son serviteur, mais en-

« core des enfans de son serviteur, de ses troupeaux,
« de ses champs, des semences qu'il y a mises et des
« arbres qu'il y a plantés : pendant ton voyage, tu
« t'es occupé constamment de tous ces intérêts ; que
« la bénédiction de Dieu soit sur toi, comme tu cher-
« ches à la répandre sur nous. »

Je te vois d'ici, avec ton scepticisme parisien, sourire à la pensée que je m'amuse de quelques paroles insignifiantes plus ou moins colorées par l'imagination... Non, ce serait puérilité ou mensonge ; j'étais là, sérieux et attentif, persuadé qu'on n'étudie un peuple qu'en vivant au milieu de lui, enregistrant les faits avec soin, cherchant dans ces circonstances, frivoles en apparence, le secret des mesures à prendre pour gouverner les Arabes : je te rends les paroles telles que je les ai entendues et lues dans les physionomies,

Ces paroles, et mille autres semblables, étaient-elles sincères ? Qui le sait ? Mais, de deux choses, l'une : ou elles étaient sincères, et certes alors nous sommes dans une excellente voie ; ou elles ne l'étaient pas ; dans ce cas, il faut convenir que ces Arabes sont de très spirituels courtisans, et dès-lors, ils sont plus près de la civilisation que nous ne pouvions le penser.

Ces entretiens du Maréchal Gouverneur-Général, moitié militaires, moitié agricoles, me rappelaient sa devise particulière : *Ense et aratro ;* ils m'expliquaient l'étonnante influence qu'il a prise sur eux et l'attachement qu'ils lui portent. Ense et aratro ! l'épée et la charrue, la force et l'agriculture, c'est, peut-

être, *avec la justice*, tout le programme du système gouvernemental, à employer actuellement sur ces peuples primitifs.

Ce qui me charmait le plus dans le Maréchal, ce n'était pas sa bonté à laquelle je suis accoutumé, ni la clarté avec laquelle il expliquait ses opérations militaires, dans leur cause, leur moyen et leur but, ni l'aveu qu'il faisait qu'il s'était trompé dans telle disposition, ni sa simplicité, vertu privée que j'osais combattre presque comme une imperfection politique, en présence d'un peuple qui aime l'éclat dans le pouvoir; ce n'était pas de le voir employer à réparer des malheurs, à vêtir un pauvre, à faire bénir le nom du Roi, à terminer un travail urgent, à faire effectuer des plantations et des greffes, etc., les quelques fonds secrets dont il était avare pendant la guerre, tant il avait plus de confiance dans son épée que dans l'argent : c'était de le voir toujours excellent citoyen, politique pratique, *vrai philosophe sans le savoir*, préoccupé sans cesse de la gloire de notre pays, de ses intérêts sérieux, du développement de la grande et véritable colonisation, du bien-être du soldat, des colons et des Arabes, songer à tout, s'occuper de tout, repousser toutes les théories brillantes, tous les rêves, toutes les utopies, toutes les inopportunités, pour découvrir l'utile, le juste, le praticable, pour chercher et trouver le bien dans la raison, dans les faits réels, dans le génie du bon sens ou dans le bon sens du génie.

De tels hommes peuvent quelquefois se tromper; ils ont sans doute leurs défauts; mais combien n'ont-

ils pas droit à nos respects et à notre reconnaissance?

Ce que je dis là pour toi, je le dis ailleurs, et tout haut, comme j'avoue que j'avais cru tout perdu quand il a été nommé Gouverneur, et je le dirais plus haut encore dans l'intérêt de mon pays, si ma faible voix pouvait être entendue!

Ah! mon cher ami, c'est sur les lieux, c'est en voyant de près ce pays si riche de sa nature, si négligé par les hommes, c'est en étudiant les Arabes, en vivant au milieu d'eux que l'on comprend combien sont tristes, mesquines, inefficaces ces petites combinaisons de salon ou de journaux qui vous occupent tant à Paris, et qui absorbent les intelligences et les bras au détriment des progrès sérieux de notre vaste et belle colonie!

Conquérir, gouverner, régénérer, coloniser, fonder une société, tout cela peut-être est renfermé dans quatre ou cinq principes fondamentaux et dans une continuité de petits soins qui ne peuvent guère s'expliquer et moins encore se deviner en France.

Je n'ai pas le temps de te dire méthodiquement mes idées à ce sujet, j'aime mieux les taire. Le Maréchal résumait les siennes en quelques mots: *Placer la force morale, c'est-à-dire la justice et la satisfaction des intérêts légitimes, sous l'égide de la force physique, en employant cette force à maintenir, protéger et créer.*

Le principe est bon pour les Arabes, peut-être même partout; mais dans l'état de nos mœurs, il y aurait quelques modifications à adopter pour l'appliquer à une société européenne; je n'aborde pas

cette question trop délicate pour être traitée dans une lettre ; j'aime mieux achever de t'endormir en te jetant les réflexions générales que je fesais dans le silence du bivouac, en dépit des vents, de la grêle, des lions et d'un autre animal,

Du repos des humains, implacable ennemi.

A propos de lions, les Arabes en racontent sous la tente les histoires les plus miraculeuses, comme nous racontions au collége les histoires de voleurs ; on en parle tant, que j'espérais en voir ou en entendre ; mais, en historien fidèle, j'avoue que je n'ai vu que des chacals, des lapins, des lièvres et des perdreaux ; que je n'ai enteudu que les cris des Arabes qui veillaient à un quart de lieue de nous, pour écarter les lions du voisinage du Gouverneur.

A demain les réflexions.

LETTRE TROISIÈME.

Caractère national. — La conquête a été faite légèrement. — La guerre n'en était que le premier acte. — Elle se termine. — La guerre pour la guerre. — Ses résultats actuels. — Ce qui doit la suivre. — Danger de diminuer l'armée. — Comparaison de la conquête des Gaules avec celle de l'Algérie, de la conduite des Romains avec la nôtre.

Alger, 29 mars 1844.

C'est un noble pays que la France, mon cher ami; c'est un grand peuple que le nôtre, et tu sais, frère, si j'ai dans le cœur la sainte religion de la patrie.

Mais il faut convenir cependant qu'avec tout notre esprit, notre ardeur, nos belles et brillantes qualités, nous n'avons pas toujours toute la raison possible. Nous sommes bien encore ces mêmes Gaulois que César, Strabon, Ammien-Marcellin, Aghatias le Scolastique et tant d'autres dépeignaient comme :

« Inconstans, légers, avides de nouveautés; af-
« frontant gaiement tous les périls, irrésistibles dans
« le succès, prompts à se décourager par les obsta-
« cles, difficiles à retenir dans les revers, turbulens,
« frondant l'autorité, la harcelant comme un en-
« nemi, faisant tout pour la gloire ou le mépris du
« danger, peu pour la cause commune ou le bien

« public. Du reste, spirituels, aimables, frivoles,
« ayant de la loyauté, de la franchise et de la
« grâce. » (LESAGE, t. VIII.)

Les siècles ont passé sur nous sans nous changer, et je suis peut-être trop Gaulois, moi-même, pour regretter qu'il en soit ainsi ; mais quand nous aurions un peu plus de raison, de fixité et de persévérance, nous n'y perdrions pas beaucoup ; nous pourrions y gagner.

N'est-ce pas une preuve de notre légéreté, de notre ardeur et de notre inconstance que cette facilité avec laquelle nous avons voulu la conservation et l'abandon de l'Algérie, avant de savoir ce qu'elle valait, que cet enthousiasme suivi de découragement, que cette impatience irréfléchie avec laquelle nous demandons si tout est fini en Afrique, si la conquête rapporte de gros revenus, si nous avons peuplé et cultivé l'espace ; que cette outrecuidance avec laquelle nous adoptons ou combattons les opinions sur la paix, sur la guerre, sur la colonisation, sur le gouvernement des Arabes, avant de connaître un mot de cette Afrique et du peuple qui l'habite ; que cet esprit de dénigrement, de vanité et de chicane, avec lequel on méconnaît les plus glorieux services et les travaux les plus utiles.

Nous savons l'histoire cependant, nous savons que les Romains ont mis plus d'un demi-siècle à conquérir cette partie des Gaules qui forme aujourd'hui la France, qu'ils en ont mis bien davantage à subjuguer les deux Numidies ; nous savons en théorie et en fait qu'on ne soumet pas un peuple, qu'on ne le range

pas à une domination étrangère, qu'on n'introduit pas sur le territoire de ses pères une population nouvelle, qu'on ne fonde pas des villes, des ponts, des routes dans un pays privé de tout cela, avec des argumens de tribune et des articles de gazettes. Nous savons que toute conquête est difficile, toute organisation lente; nous savons qu'il n'est pas donné à la faiblesse humaine de faire en un tour de main, ce qui partout a été l'ouvrage de la force, de la persévérance et de la sagesse aidés par la puissance du tems, des sciences et de l'or.

Nous savons tout cela; n'importe: une conquête est à faire, il faut la faire, avant qu'on sache ce qu'il en coûtera d'hommes et d'argent, et si cette conquête sera un vain bruit à amuser la postérité ou une œuvre à donner une gloire solide et à grandir un peuple. De l'organisation sociale du pays, de sa constitution topographique, de la force ou de la faiblesse de l'ennemi, de sa pauvreté ou de sa richesse, etc., etc., le public ne s'en enquiert pas; il y a une conquête à faire, il faut qu'on la fasse.

Pendant dix ans on joue avec cette question, sans avancer d'un pas, parce qu'on ne l'a pas étudiée, parce qu'on n'a pas mesuré l'étendue de la tâche qu'on s'est imposée, parce qu'en voulant la fin on n'a calculé ni les difficultés à vaincre, ni les moyens de les surmonter.

Enfin, les fautes éclairent, l'expérience donne ses enseignemens, le bon sens domine le bruit des déclamations. Si les moyens sont encore incomplets, ils peuvent devenir suffisans, pourvu que l'activité dou-

ble le nombre, qu'une tête dirige les bras, que l'exécution réponde à la pensée.

A la France, il ne faut que des occasions pour que les hommes se produisent; l'Afrique est une pierre de touche où ils s'éprouvent, une arène où ils se forment; ces hommes se révèlent dans tous les rangs;... et quand nous étions déjà las de notre conquête à peine commencée, quand notre enthousiasme réfroidi ne voyait plus que des impossibilités, quand au nom de l'économie d'hommes, de tems et d'argent, nous épuisions toutes les formules décentes pour conseiller l'abandon que repoussait l'instinct populaire et la haute pensée qui veille sur le trône à la gloire de la France... Voilà qu'en moins de trois ans, la guerre est reportée des portes de nos villes aux extrémités de l'Algérie, où elle expire dans ses derniers efforts, que les peuples se soumettent, qu'ils acceptent le Gouvernement du vainqueur, et qu'au lieu des coups de fusil qu'ils vous prodiguaient l'année dernière encore, ils paient l'impôt en signe de soumission, plus facilement qu'ils ne l'acquittaient aux Turcs....!

Ce n'est rien, dit-on dans les journaux!

On n'a rien fait, rien que d'ajouter à l'empire français un royaume de 250 lieues de longueur, sur 40, 60 ou 70 de largeur, suivant qu'on voudra en prendre! Un royaume situé en face de nos côtes, à 45 heures de nos ports, à six journées de la capitale, un royaume où, écrivait-on, il y a quelques années, les orangers ne mûrissaient pas, où il n'y avait ni eau, ni bois, ni pierres (tout cela est imprimé, tu l'as vu, tu t'en souviens), et qui, examen fait sur les

lieux, en long et en large, se trouve être une des contrées les plus belles, les plus pittoresques, les plus fécondes, et deviendra l'une des plus salubres par le travail de l'homme. Contrée peu peuplée aujourd'hui relativement à son étendue, mais riche de son soleil et de la fertilité de ses terres, où l'intelligence trouvera suffisamment de l'eau, du bois, voire même des pierres, et qui n'a besoin que de tems pour renaître sous le drapeau de la France à une prospérité plus grande que celle qu'elle a connue quand Rome y plantait ses enseignes :

On dit que ce n'est rien ; je dis que c'est beaucoup.
LAFONTAINE.

Et cependant, non, ce n'est rien, rien que le premier acte de cette grande œuvre, à laquelle la dynastie de juillet et le ministère du 29 octobre devront : le ministère, l'une de ses plus belles gloires, le Roi, un nouveau titre au respect et à la vénération de la France, du monde commerçant et de la postérité !

La seconde période commence ; période de reconstruction, de régénération, d'organisation, conséquence et fruit de la première ; œuvre à la fois de temps, de sagesse, de prudence et de force, que nous comprendrons peut-être moins encore que la première, parce qu'elle va moins bien à nos instincts, parce que cette œuvre patiente et étudiée de la création et du gouvernement, ne sourit pas à nos imaginations ardentes et à nos impatiences immodérées, comme la gloire éclatante et prompte des combats.

Nous avons été dix ans avant de comprendre les nécessités de la guerre en Afrique ; j'ai peur que nous

ne soyons plus longs encore à comprendre les conditions impérieuses de la conservation paisible et sûre de la conquête, de l'exploitation possible et utile du sol dans l'intérêt de la France et de la paix du monde.

Vois en effet ce qui se passe :

La guerre est reléguée vers les frontières de l'Est et de l'Ouest et dans quelques recoins où l'ex-Emir conserve des lieutenans protégés jusqu'à présent par nos occupations sur d'autres points. D'un côté, c'est Mohamed Sghaïr, à la tête de quelques réguliers et de tribus éloignées, qui se met entre nous et les peuples au-delà du Tell, et les empêche de se livrer au commerce dont ils ont besoin pour vivre ; de l'autre, c'est Abd-el-Kader lui-même qui, aidé par les tribus indisciplinables de l'empire du Maroc, inquiète nos alliés et menace une partie de nos établissemens ; au centre, c'est Ben-Salem qui essaie de soulever quelques montagnards ; ailleurs, c'est Achmet-Bey qui tente de lutter encore et fomente des intrigues.

Assurément, s'il y a une vérité démontrée aujourd'hui, c'est qu'il n'y avait à espérer ni colonisation sérieuse, ni agriculture, ni commerce sans la soumission des Arabes ; c'est que pour avoir la paix, le recrutement et l'impôt, pour ouvrir le pays par des routes et des ponts, il fallait que la guerre en donnât les moyens ; c'est qu'en un mot, la paix sérieuse, durable, efficace et avec elle les biens qui en découlent, était toute dans *la guerre bien faite* et dans la soumission générale.

S'il y a un conseil de la prudence, c'est que dans un vaste incendie il faut tout éteindre et partout, si on

ne veut qu'il ne renaisse au premier souffle des vents.

La plus simple raison, le plus épais bon sens, l'intérêt le plus évident pour la France et pour la colonisation qu'elle entreprend, c'est donc qu'on en finisse une bonne fois, qu'on éteigne tous les brandons enflammés ou du moins qu'on les disperse de manière qu'il suffise d'un pied pour les éteindre.

La guerre aujourd'hui n'est plus la guerre; c'est la fin du commencement, c'est le complément forcé, rationnel, politique, *économique*, du travail accompli. Eh bien! non, suivant quelques journaux, c'est la guerre pour la guerre, c'est la guerre pour des épaulettes! Voilà un Maréchal de France qui fait la guerre pour ajouter à son illustration, . . . quoi? et ne voyez vous pas qu'il n'a plus rien à faire ici en ce genre; que s'il est quelque chose qui puisse ajouter à sa gloire, c'est de déposer les armes, c'est de vous dire: je n'en ai plus besoin, envoyez moi des charrues que j'aime plus encore que l'épée, parce que si celle-ci donne la gloire à mon pays, les autres donnent le bien être à mes concitoyens.

Voilà un prince déjà célèbre, voilà son frère qui s'exposent au feu, pour quoi? pour conquérir un grade . . . pour anoblir leur nom . . . pour qu'une balle kabayle choisisse le plus jeune, au moment où ils gravissent à pied, l'épée à la main, à la tête des tirailleurs, les crêtes d'un rocher vaillamment défendu et grave sur son jeune front un signe de la bravoure héréditaire . . . Les enfans du Roi qui par sa sagesse a maintenu la paix du monde en fesant respecter la France en Belgique, à Anvers, au Mexique et dans les

conseils des rois où elle est plus grande que vous ne la faites; ces nobles fils d'une reine éprouvée deux fois d'une manière si amère, ils font la guerre pour la guerre; pour un renom! . . . ah! Messieurs! Soyez ingrats si vous voulez; mais ne soyez pas absurdes.

Sans pousser les choses aussi loin, d'autres ne sont pas plus prévoyants. Ainsi, de la mer au désert, d'une frontière à l'autre, les coups de fusil ne se font plus entendre, que sur quelques points isolés; partout ailleurs, l'écho ne redit plus que le bruit de la mine qui ouvre le rocher à une route nouvelle, ou les jeux des cavaliers qui viennent saluer le Général qu'ils apprennent à aimer après avoir appris à le craindre. Les villes mobiles en poils de chameaux, les femmes, les enfans, les vieillards, les troupeaux ne s'enfuient plus devant nos colonnes aujourd'hui protectrices qui manient la pioche au lieu du fusil; les populations ne sont plus errantes de précipices en précipices sur les cimes ardues, citadelles naturelles dont nos soldats s'emparaient l'année dernière encore à pareille époque, sous une pluie de balles et de quartiers de roches. . . . Donc, tout est fini en Afrique: (Ce qui prouverait au moins qu'on y a fait quelque chose) . . . Vite, réduisons le budget, rappelons l'armée, suspendons nos armes à la panoplie, dormons paisibles et, chaque matin, comme les oisifs de Rome, nous demanderons à la gazette: *quid novi fert Africa?*

Ce qu'il y aurait de nouveau en Afrique, mon cher Gaulois, je vais te le dire: il y aurait de nouveau, la guerre, la guerre au centre, la guerre aux extrémités, la guerre rajeunie dans ses moyens de résistance, plus

longue et plus coûteuse que jamais. Voilà ce que l'Afrique vous donnerait pour fruit de cette légèreté, de cette impatience qui demande le salaire avant l'accomplissement du travail, de cette imprévoyance incroyable qui enlèverait les étais avant la consolidation de l'édifice, qui retirerait la force physique avant que la force morale fondée sur les intérêts, la justice et les habitudes, avant qu'une population énergique et guerrière pussent protéger l'œuvre de domination que l'armée seule pouvait fonder. La guerre, ses ruines, ses douleurs, ses dépenses incommensurables, voilà les résultats que vous obtiendriez, en échange de ceux que vous réclamez avec tant d'impatience, semblables aux enfans qui arrachent la semence pour voir si elle commence à germer.

Mais où donc, grand Dieu! a-t-on vu que pour s'emparer d'un vaste territoire accidenté de montagnes, de ravins et de précipices, sans villes, sans lieux d'étape, et sans route, que pour soumettre à une domination nouvelle un peuple brave et guerrier qui entraîne avec lui dans des retraites presque inaccessibles les populations et ses richesses, qui n'a à défendre ni le berceau de ses enfans, ni l'autel de son Dieu, ni les temples des arts, ni le trésor commun, qui combat corps à corps et presque jamais par masse, qui se bat tous les jours et ne livre jamais bataille, à moins que les combinaisons de son ennemi ne l'y contraignent, où a-t-on vu, dis-je, qu'il suffise de montrer sa force et puis de la retirer, comme la mère qui fait voir les verges et s'empresse de les cacher, menaçant de les reprendre, si l'enfant n'est pas sage?

Est-ce avec ces moyens anodins qu'on a fait la guerre en Corse, en Calabre, dans la Catalogne, dans la Biscaye? les Russes n'en employent-ils pas d'autres dans leur lutte avec la Circassie? Leur suffit-il d'une troupe nombreuse pour vaincre? Leur suffira-t-il de vaincre pour dominer? Chez nous, en Vendée, pour soumettre ses paysans, n'a-t il pas fallu d'habiles généraux, des armées aguerries et beaucoup de temps? pour les maintenir sous la loi commune, n'a-t-il pas fallu qu'une armée française ouvrît des routes stratégiques? Les Romains n'ont-ils pas mis de longues années à soumettre le nord d'Afrique? n'ont ils pas employé d'habiles généraux, de fortes légions et César pour soumettre et pour dominer la Gaule?

Le nord de l'Afrique est redevenu aujourd'hui sous la main des Vandales, des Arabes et des Turcs, à peu près ce qu'était la Gaule à l'époque où les Romains commencèrent à y pénétrer.

Tu te souviens, combien cette analogie nous avait déjà frappés dans nos lectures du coin du feu.

« Les Gaulois étaient partagés en plusieurs peu-
« plades qui avaient peu de liens communs et qui
« agissaient rarement de concert. Chez presque tous
« ces peuples, la nation se divisait en trois corps, les
« chevaliers, les druides et le peuple. Presque par-
« tout le Gouvernement était aristocratique, ou du-
« moins, le prince n'était qu'un chef militaire. Les drui-
« des chargés spécialement de la religion et de l'é-
« ducation de la jeunesse avaient aussi beaucoup de
« part au gouvernement (*Biog. Univ. p.* 1207). »

Malte-Brun dépeint l'état social des Gaulois de manière qu'en changeant les noms, on croirait ces descriptions faites pour les peuples actuels de l'Algérie.

« Les Galli, ou Gaulois, dit-il, ne furent d'abord
« qu'un assemblage de peuples nomades vivant au
« milieu des forêts. Plus tard, ils devinrent sédentai-
« res ; mais l'instinct de la liberté leur fit long-tems
« redouter l'enceinte des villes : leurs cités toujours
« ouvertes étaient composées de cabanes séparées
« par des jardins et situées sur la lizière d'un bois ou
« d'une rivière. Chez eux l'agriculture était réservée
« aux esclaves des deux sexes ; les hommes libres se
« consacraient exclusivement à la profession des
« armes.

« Ils élevaient une grande quantité de bétail, de
« chevaux et de brebis et se nourrissaient de leur lait,
« de leur chair et du produit de leur chasse.

« Le mari avait droit de vie et de mort sur sa fem-
« me ; l'adultère était sévèrement puni, et le di-
« vorce était autorisé.

« Les assemblées publiques, les mariages et les
« enterremens étaient autant d'occasions de repas
« qui se terminaient presque toujours par des danses.

« Les intérêts les plus graves, les questions sur
« la paix et sur la guerre, se traitaient dans les as-
« semblées publiques.

« Une troupe de musiciens assistait aux grandes
« réunions. »

Strabon. — Scymnus de Chio. — Thierry.

N'est-ce pas là, à quelques modifications près, l'Algérie telle qu'elle existe aujourd'hui, avec ses

tribus nomades, ses cavaliers, ses marabouts, ses chefs de grande famille, ses villes de toile ou de branchage, ses habitudes guerrières, sa richesse en troupeaux, son agriculture paresseuse abandonnée aux gens de bas étage, sa vie, ses mœurs et jusqu'à ses musiciens et ses danses?

A l'époque de l'invasion romaine, la Gaule était certainement plus avancée que le nord de l'Afrique ne l'est aujourd'hui, elle comptait déjà un certain nombre de villes; elle en était plus facile à dompter; eh bien! Rome au faîte de sa puissance, Rome qui avait déjà des alliés parmi ces peuples, a mis plus de soixante ans à les subjuguer; elle a mis bien plus de tems encore à les organiser et à distribuer la Gaule, sous Auguste, en quatre provinces, sous Probus, en sept, sous Dioclétien, en douze, sous Valentinien, en quatorze, sous Gratien, en dix-sept.

Les Gaulois avaient plus d'une fois inquiété Rome, il ne leur avait manqué, dit Polybe, que la subordination, la prudence, l'esprit d'union et un chef capable de les commander, pour que leur brillante valeur pût conquérir le Monde. Rome ne l'avait pas oublié.

Marseille, colonie phocéenne, tourmentée par ses turbulens voisins, appelle les Romains à son secours; ils s'empressent de descendre les Alpes et d'envahir la Gaule, 120 ans environ avant notre ère.

Leurs premières expéditions ne furent pas heureuses; pour eux comme pour nous, il fallut que l'expérience se fût formée et les eût éclairés!

Sans doute aussi, quand Fulvius ne remportait que des succès douteux sur les Salluvii (peuples de

la Provence), quand Sextius Calvinus, le remplaçant dans son commandement, s'emparait de la Gaule Narbonnaise et employait sa légion à fonder Aquæ Sextiæ (Aix), la première ville romaine ; quand Domitius soumettait les Arvernes, quand Fabius battait les Allobroges, quand soixante ans après les premières conquêtes, César achevait de subjuguer toutes ces peuplades belliqueuses jusqu'au Rhin, il s'était trouvé aussi des orateurs au sénat, des tribuns au forum, des rhéteurs sur la place publique, qui avaient demandé, plus d'une fois, quand finirait cette guerre, quand elle donnerait des résultats, quand on rappellerait les légions. Sans doute aussi, il s'était trouvé plus d'un grand colonisateur qui, sans calculer que les terres étaient la propriété des Gaulois, avaient voulu jeter parmi eux les flots de cette population qui surabondait en Italie.

Mais Rome qui savait conquérir par l'épée, savait aussi conserver par la politique et la persévérance; elle savait surtout attendre.

Elle ne se fatigua pas devant les difficultés de son entreprise, elle ne crut pas avoir rien terminé tant qu'un ennemi resta debout; la Gaule méridionale était soumise, mais le nord était menaçant; César y marche, il défait Arioviste l'an 58 av. J.-C., la ligue belgique (*la guerre sainte*) l'an 57, et Vercingetorix l'an 52.

La Gaule était vaincue, Rome ne rappelle pas ses légions malgré les guerres civiles et étrangères qu'elle a à soutenir; elle les maintient, nombreuses et fortes, dans toutes les positions d'où elles peuvent exercer

leur double puissance de dominatiou et de colonisation ; elle les établit sur les montagnes, au confluent des rivières, à l'entrée des défilés, dans des camps permanens où elle construit des magasins qui deviennent peu à peu des villes; elle les emploie à en fonder d'autres : la légion de Sextus, je viens de le rappeler, avait fondé Aix; celle de Fabius fonde Cassel, celle de Cicéron fonde Castres, celles de César en construisent partout et changent en une ville fortifiée, de misérables cabanes de pêcheurs que les commentaires signalent comme une position militaire, et qui deviendra un jour la capitale du monde civilisé.

« Non moins politiques que guerriers, les Romains
» sentirent qu'ils devaient ménager et s'assimiler peu
» à peu une nation belliqueuse ; ils respectèrent son
» gouvernement particulier, accordèrent à ces chefs
» le titre de citoyens et des emplois dans les pro-
» vinces ; César, Tibère, Claude, suivant la même
» politique, réprimèrent des usages barbares, dé-
» truisirent les forêts et en chassèrent les Druides,
» dont le fanatisme entretenait la résistance. »

(Malte Brun.)

C'est à l'aide de ces forces, de cette politique habile et persévérante, qu'ils gouvernèrent la Gaule pendant 500 ans, jusqu'au moment où, suivant les lois éternelles de la Providence, le vieil empire romain, s'écroulant de toute part, succomba sous l'invasion des Bourguignons, des Visigots et des Francs qui devaient rester maîtres du champ de bataille, et prendre un jour, en Afrique, la place des Romains,

comme ils l'ont prise, il y a 1,400 ans, dans les Gaules !

Lors de cette dernière invasion, nos pères eux-mêmes, bien qu'ils fussent alors des barbares, comparativement aux vaincus, nous donnent encore un exemple à imiter :

« Les Galli-Romains avaient été obligés de parta-
« ger les terres avec les vainqueurs; les chefs des
« Francs les dédommagèrent en abolissant une par-
« tie des impôts, en respectant leurs coutumes, en
« conservant leurs magistrats et en reconnaissant
« leur noblesse; ils se réservèrent seulement le droit
« de donner des ducs aux provinces, des comtes
« aux villes, des vice-comtes ou vicomtes aux
« bourgs et aux villages. »

(Grégoire de Tours.)

L'œuvre que les Romains ont mis tant d'années à accomplir, pouvons-nous nous plaindre de ne pas l'avoir faite encore, dans un pays et dans des circonstances analogues ? La sagesse qu'eux et les Francs, leurs successeurs, ont montrée, ne saurons-nous l'avoir ?

Mais, que dis-je ?... Rassure-toi, mon ami; non, nous ne sommes pas indignes de ces vainqueurs du monde; nous avons fait en Afrique tout ce qu'il était possible de faire. On nous répète si bien, et sur tous les tons, et chaque matin, que nous sommes faibles, déconsidérés, sans prévoyance et sans fermeté (étrange patriotisme !) que nous finissons par douter de nous. Quel serait l'esprit assez ferme pour se croire en bonne santé, si les docteurs patentés ou non, lui

disaient tous les jours : Vous êtes pâle, vous avez la fièvre.

Non, grâces à Dieu, grâces à la fortune de la France, nous ne sommes malades ni de corps ni d'esprit ; nos erreurs, nos essais infructueux, nos tâtonnemens sont dans la nature des choses et dans la faiblesse inhérente à l'espèce humaine ; nos œuvres sont à nous, et elles prendront place dans l'histoire avec les noms de nos guerriers fondateurs de cette société nouvelle. Après 1,400 ans, nous avons ressaisi en Afrique l'héritage des Romains, héritage dilapidé, éparpillé, flétri ; nous le relevons d'une main ferme, nous donnons à la France un royaume, au commerce, aux arts, aux exilés, aux gens laborieux de tous les pays une patrie nouvelle, nous donnons un gage nouveau à la paix du monde.

Il y a trois ans, la guerre était encore aux portes de nos villes ; la population Européenne très-faible, voyait ses premiers établissemens ruinés; nos garnisons étaient bloquées et nostalgiques dans leurs postes. Un chef puissant par sa capacité, par son influence morale et religieuse, par les intérêts qu'il représente, fesait agir avec esprit d'ensemble une population belliqueuse appelée à défendre sa patrie et sa religion qu'elle croyait menacée. Nos dépenses étaient immenses, nos revenus imperceptibles.

Pouvait-il en être autrement ? l'homme marche-t-il d'un seul bond à la vérité et à la raison ? la France après une révolution fondamentale était-elle assez forte et assez paisible pour étudier, réfléchir et agir?

Aujourd'hui où en sont les choses?

Les possessions romaines s'étendaient jusqu'au désert ; les notres ont la même limite. La guerre a cessé, si ce n'est aux frontières, si ce n'est dans quelques repaires où nous n'avons pas dû pénétrer ; ce sont les lieutenans d'Abd-el-Kader qui luttent encore aux extrémités quand le reste est soumis. Ces peuples, ennemis la veille, acceptent aujourd'hui notre domination ; des chefs nommés par nous, commandent et administrent en notre nom ; le vainqueur qu'ils redoutaient hier, va seul au milieu d'eux, au milieu de leurs cavaliers armés, pour réparer les désastres de laguerre, assurer la justice, améliorer les cultures et étudier les grands travaux qui consolideront son œuvre, ouvriront les voies au commerce et amélioreront l'agriculture, source première de toutes les richesses.

Nous avons fondé trois cités entièrement nouvelles ; Philippeville, Ténès et Orléanville qui comptent ensemble 8,000 âmes de population logée dans des maisons dont quelques unes ne dépareraient pas les capitales de nos provinces. Nous en fondons d'autres à Teniet-el-Hâad, Tiaret, Setif, Guelma, Sebdou, etc., aujourd'hui simples dépôts qui grandiront bien vite comme le Compendium des Romains (lieu d'approvisionnement) qui est devenu Compiègne.

Nous avons reconstruit presqu'en entier Alger, Bône, Oran, leurs voies de communication, leurs quais et leurs ports, sur les plans nouveaux dignes de la civilisation.

Nous avons rebâti entièrement Blidah, Cherchell et

Mostaganem qui n'ont conservé d'autrefois que leur nom et leur admirable situation

Encore un peu de temps et il en sera de même de Tlemcem, Mascara, Médéah, Milianah et Constantine où les ruines disparaissent tous les jours.

Nous avons ouvert 12 villages à la colonisation Européenne et à une population laborieuse qui améliore son existence avec les secours du Gouvernement; dix autres vont s'ouvrir dans le courant de l'année.

A la fin de 1843, plus de 65,000 Européens répandus sur le littoral et jusque dans l'intérieur, à 50 lieues des côtes, bâtissaient, plantaient, cultivaient ou commerçaient; nos revenus s'élevaient à dix millions et s'élèveront à 15 en 1844, y compris 4 millions à peu près que nous paieront ces arabes si récemment soumis. Nos importations générales dépassaient 70,000,000, celles de France 44,000,000.

Nous avons achevé 9 routes d'un parcours de 250,000 m. et une étendue considérable de chemins aussi bien faits qu'en France; nous avons 400 lieues de routes ouvertes à l'Intérieur, des hôpitaux, des casernes, des magasins, des fortifications, des arsenaux, des ateliers, des citadelles, des églises, et onze ponts dans un pays où rien, absolument rien de tout cela n'existait. Nous avons pour 50 millions d'immeubles bâtis ou cultivés par les colons, etc., etc., etc.

On dit que ce n'est rien; je dis que c'est beaucoup.

Et maintenant, rappellerez-vous, réduirez-vous votre armée quand *Vercingetorix* et *Arioviste* sont encore debout, quand la *ligue Belgique* a encore son

chef, quand vous avez à faire tant et de si immenses travaux, indispensables pour couronner l'œuvre et empêcher que les premiers succès ne deviennent improductifs ; quand la soumission est encore si récente, quand le temps et les intérêts ne l'ont pas cimentée ? la foudre gronde encore, enlèverez-vous le paratonnerre ?

Réduirez-vous cette armée dont l'histoire enregistrera les travaux au niveau de ses victoires, cette armée, machine intelligente, à une tête et à quatre-vingt mille bras, dont l'honneur est le moteur, qui prête à la colonisation la puissance incommensurable de sa force d'association et de discipline, qui gouverne les Arabes, fait les routes, construit ses hôpitaux, ses casernes et *défriche pour le pauvre*?..... Vous le pouvez, mais le génie de la France, mais votre patriotisme, votre bon sens ne le permettront pas.

Adieu, ami, je termine sous l'émotion d'un léger tremblement de terre ; que Dieu nous en préserve et qu'il te préserve, toi, des voyages et des bivouacs qui amènent de si longues lettres !

LETTRE QUATRIÈME.

Colonisation militaire. — Cette expression n'a pas été bien comprise. — Les intérêts civils, militaires et de colonisation sont un seul et même intérêt. — La colonisation militaire n'est pas un mode absolu, général, mais un mode spécial et relatif; c'est un moyen, une force dont le concours est utile pour arriver promptement et économiquement à un but d'intérêt commun.

Alger, 5 avril 1844.

Tu veux que je te parle de colonisation militaire, c'est un grave sujet et qu'il m'est bien difficile de traiter en courant; je ne le discute pas, je l'effleure.

Ce mot, je crois, n'a pas été bien compris sur l'autre bord de la Méditerrannée, il a soulevé un cri presque général de réprobation, cela devait être: tout ce qui est nouveau, tout ce qui semble blesser les idées reçues éprouve à peu près le même sort: l'imprimerie, la vapeur, le gaz, etc., ont lutté pendant bien des années avant de recevoir parmi nous le droit de bourgeoisie. La colonisation dite militaire n'a pas la même importance; elle sera aussi moins longtemps à se faire comprendre parce qu'elle est dans la nécessité des faits qui étaient inconnus jusqu'à présent, même de nous, vieux africains, et qui, peu à peu,

deviendront patens pour tout le monde. On pourra sans doute différer d'avis sur les détails, sur la durée plus ou moins longue du service militaire imposé aux soldats colons ou aux colons soldats; mais il me paraît difficile que les bons esprits n'admettent pas l'utilité et la possibilité de ce que nous entendons sur cette rive par la colonisation militaire.

On a tant défiguré ce mot, qu'avant de t'expliquer ce que peut être ce mode de colonisation, j'éprouve le besoin de te dire ce qu'il n'est pas.

Mettons d'abord de côté toutes ces discussions oiseuses, toutes ces distinctions déplorables entre les intérêts civils et les intérêts militaires, entre la colonisation civile et la colonisation militaire, entre l'armée, les colons et les agens administratifs.

En Afrique comme en France, la société est une : elle se compose des mêmes élémens, elle aura les mêmes mœurs, le même langage, les mêmes droits et les mêmes devoirs, elle marchera d'après les mêmes lois. La société, c'est tout le monde; c'est l'ensemble de tous les intérêts, c'est la gloire, la religion et le trésor communs.

Seulement, il y a cette différence, que dans la métropole, la société est toute faite; que dans la colonie, elle est à faire; et l'on ne soumet pas une population étrangère et à demi barbare, on n'établit pas sur son territoire une population nouvelle, on ne crée pas toute une société, moralement et matériellement, avec les institutions, les lois et les moyens qui servent à conduire un peuple civilisé depuis des siècles.

Il n'y a en Algérie qu'un intérêt dominant : celui de

la France ; il n'y a qu'une colonisation ; celle qui pourra contribuer le plus promptement et le plus économiquement possible à l'affermissement de notre pouvoir dans ce royaume et à l'exploitation du sol par l'agriculture, le commerce et l'industrie.

Gouvernans et gouvernés, officiers, colons, administrateurs, tous enfans de la même patrie, tous jaloux de sa gloire, nous travaillons tous à la même œuvre ; tous nous la servons bien, quand nos œuvres sont bonnes et honnêtes ; nous y avons tous nos labeurs, nos fatigues, nos dangers mêmes ; nous y avons tous nos avantages : qui la fortune, qui la considération et l'avancement, qui des décorations et des grades militaires que la gloire embellit de son auréole.

Arrière donc ces distinctions ! il n'y a qu'une espèce de gens inutiles au bien commun, ce sont ceux qui ne travaillent pas ; il n'y en a qu'une qui soit dangereuse, ce sont les gens qui n'ont ni honneur, ni probité.

Quel est le travail d'un colon honnête et intelligent qui, d'une manière ou de l'autre, ne profite au bien commun, nonobstant les difficultés de circonstances qui peuvent en naître ? Qu'elle est l'œuvre purement militaire en apparence qui ne contribue à la sécurité, à la consolidation de la conquête et par conséquent aux premiers intérêts des colons ? Quel est l'intérêt spécial de colonisation qui ne mettrait en mouvement l'armée s'il venait à être compromis ou menacé ?

Laissons cela et parlons de cette fameuse colonisation militaire.

Les uns ont pensé qu'il était question d'affecter chaque régiment à la culture des terres, ce qui pour-

rait détruire l'esprit militaire ou nuire aux producteurs civils.

Les autres se sont imaginé qu'on voulait faire une société composée uniquement de soldats qui auraient la théorie pour catéchisme, la discipline pour code, le commandement absolu pour justice, la culture et les coups de fusil pour unique occupation.

Ces deux hypothèses sont également erronées.

L'armée régulière contribuera sans doute avec cet admirable dévouement, dont elle a donné tant de preuves, à tous les travaux qui intéressent l'État ; elle contribuera encore à ceux des colons dont elle a partout aidé et secondé les efforts soit par les défrichemens, soit par les constructions, soit par les travaux d'art ou de force pour lesquels les ouvriers manquaient, soit enfin par l'emploi momentané de ses outils, de son matériel et deses moyens de transport, quand les services public ne les réclamaient pas : elle s'associait en cela aux intentions paternelles et colonisatrices du Ministre de la Guerre et du Gouverneur qui allait lui-même stimuler et approuver les travailleurs. Mais jamais, je crois, personne n'a eu la pensée de vouer les régimens de l'armée uniquement à la culture : l'essai tenté à Fouka avec une vingtaine de soldats n'était qu'une expérience, une sorte d'étude.

On ne s'est pas arrêté davantage à l'autre combinaison qui, fût-elle bonne en elle-même, ne serait ni de notre temps, ni de notre pays, et qui ne serait qu'une moitié de société puisqu'il n'y aurait ni femmes, ni enfans, ni propriété individuelle.

Il s'agit, si j'ai bien compris, de corps spéciaux, voués à la fois aux travaux de colonisation et à la défense du sol, là où la population civile serait impuissante ou exposée à des dangers. Corps agissans, il est vrai, sous le commandement militaire, avec l'ordre, l'ensemble et la discipline militaires, mais ayant d'ailleurs ce qui constitue principalement une société : la propriété et la famille. Auxiliaires de l'armée qu'ils pourront remplacer un jour, en partie; sentinelles avancées de la colonisation, placées à l intérieur, hors de la zône affectée à la colonisation civile, qui la couvriraient, complèteraient la sécurité du nord au midi et favoriseraient par conséquent le commerce et l'agriculture sur le littoral.

Voilà ce que j'ai compris, voilà ce qui, en présence de la société, agricole et guerrière des Arabes, me semble se justifier par des nécessités politiques, militaires et coloniales; voilà ce que j'essaierai de te démontrer après avoir cité quelques considérations générales dont tu ne contesteras pas, je pense, la justesse.

Rien ne se fonde en un jour; l'établissement d'un pouvoir étranger chez un peuple, la formation d'une société nouvelle sont partout des œuvres lentes et difficiles. Dans un pays comme l'Afrique, c'est-à-dire tel qu'étaient les Gaules à l'époque de l'invasion romaine, cette grande création exige d'immenses travaux matériels sur tous les points et dans toutes les directions; elle réclame aussi un grand concours d'efforts et de volontés sous une direction intelligente.

Livrées à elles-mêmes, agissant dans leur isolé-

ment sous la seule impulsion d'une autorité civile enchaînée dans mille formalités et dans le dédale des chicanes, les familles de colons s'y épuiseraient sans fruit pour elles ni pour l'État : elles manqueraient de direction et d'ensemble, elles absorberaient une partie des forces militaires pour les protéger et les aider.

Ah ! sans doute, si vous voulez porter l'armée à cent mille hommes, si même vous voulez pendant plusieurs générations, conserver quatre-vingt mille hommes en Afrique, on peut placer partout une population civile, parce que cette armée travaillera pour elle et la protégera.

Mais si, et vous faites bien, vous voulez tendre peu à peu, bien doucement, bien prudemment, dans deux ou trois ans, à réduire l'armée, il faut d'autres moyens.

Au lieu d'envoyer des familles faibles et pauvres, composez vous-même des familles avec cette jeunesse vigoureuse qui forme vos armées et en les plaçant dans toutes les conditions de force et de vitalité.

Ayez dix, vingt, cent mille hommes organisés successivement en légions, avec leur drapeau et leur uniforme, militaires enfin, par conséquent dévoués à l'honneur et à la religion du devoir, qui seront jeunes, robustes, habitués à la guerre et aux fatigues, qui manieront tour-à-tour la bêche et le fusil, et sauront se servir de l'un et de l'autre pour maintenir la domination, protéger et se créer des propriétés.

A l'intérieur, là où la population ne saurait s'établir sans danger pour elle ou pour la chose publique, laissez-nous employer ces légions à étendre, à compléter la sécurité sans laquelle il n'y a pas de coloni-

sation sérieuse et à faire ces grands travaux sans lesquels il ne peut y avoir ni villes commerçantes, ni villages prospères, ni agriculture, ni commerce intéressant pour la France.

Telle est, sauf les détails, la véritable pensée de ce qu'on a appelé la colonisation militaire; pensée d'économie, pensée de progrès, pensée de haute politique que l'armée a déjà justifiée par les faits; car, pendant que vous discutez sur l'application des armées aux travaux d'intérêts publics, l'Algérie a résolu le problême à l'éternel honneur de la France et de son armée d'Afrique.

La colonisation militaire n'est pas une société uniquement militaire; c'est, sous une forme spéciale et plus ou moins durable, suivant les circonstances, la société ordinaire avec la famille et la propriété, organisée dans l'intérêt commun de la domination, de la conservation et du progrès général, et créée par cette admirable force d'*association* et *de discipline* que l'on trouve dans une armée française.

Bon soir; dans ma première lettre j'essayerai de développer ce qui précède en expliquant l'institution projetée dans son principe et dans ses effets, sinon tels qu'ils peuvent être, du moins tels que je les vois.

LETTRE CINQUIÈME.

Considérations politiques sur les quelles s'appuie la colonisation militaire, — sa nécessité, à l'intérieur, au delà d'un certain rayon. Dans ces localités éloignées, la colonisation spontanée serait un affaiblissement.

Alger, 6 avril 1844.

Je me suis borné hier, à t'expliquer le principe général, l'idée mère sur la quelle la colonisation organisée militairement me parait reposer. J'essaye aujourd'hui de te développer sommairement les faits et les considerations spéciales qui, depuis que j'ai vu l'intérieur de l'Algérie, me semblent en faire une nécessité, dans les localités où, comme je le disais, la colonisation libre ne saurait s'établir sans danger pour elle ou sans affaiblissement pour la chose publique.

L'expérience, dit Vauvenargues, est la démonstration des démonstrations; je pourrais me borner à te citer les grands résultats obtenus par des moyens militaires dans l'intérêt de la colonisation, du commerce et de la civilisation des Arabes, à la voix du chef, soldat et agriculteur, auquel nous devrons en réalité, cette nouvelle France que pendant plusieurs années, nous n'avons guère possédée qu'en échantillon. Mais, vous ne voulez ni croire sans avoir vu, ni venir voir pour constater l'état actuel du pays. L'honorable M. de

Beaumont a mieux fait ; il avait vu autrefois, il croyait impossible tout ce qui était annoncé, il a résolument traversé la mer, il a fait cent lieues dans l'intérieur du pays et il vous a dit ce qui existait avec toute la loyauté, toute la bonne foi politique qu'on devait attendre de lui.

Cela ne vous suffit pas..... nous attendrons; et si Dieu permet de compléter l'œuvre déjà accomplie dans ses principaux élémens. . . vous la jugerez et vous l'apprécierez plus tard.

Je laisse de côté les actes pour m'arrêter à des faits moraux et matériels en dehors de notre sphère d'action, et tels que, pour les nier, il faudrait nier la logique ou le cœur humain.

Permets-moi une comparaison :

Suppose qu'un peuple nouveau, sorti de je ne sais où ... veuille nous apporter le meilleur des gouvernemens et tous les perfectionnemens sociaux, artistiques et industriels que l'homme pourra découvrir un jour; en un mot, une civilisation auprès de laquelle la nôtre serait une barbarie : assurément, ce que nous pourrions faire de plus sage serait de l'accepter; mais si l'on venait nous l'imposer à coup de canons, s'il fallait recevoir à la fois les lois, le drapeau et jusqu'au nom des réformateurs, s'il fallait partager avec eux nos maisons et nos terres, assurément aussi nous n'en voudrions pas. A la seule idée de cette contrainte, le vieux sang de la France lui monterait au front, elle lutterait avec toute l'énergie qu'elle peut avoir; vaincue dans le Midi, elle se retirerait au Nord, vaincue au Nord, elle se réfugierait dans ses monta-

gnes; elle ferait comme elle a fait déjà sous les Valois, comme a fait l'Espagne au temps des Maures et de nos jours, comme ont fait la Grèce et la Pologne; elle n'obéirait enfin que lorsque, garottée et le genou du vainqueur sur la gorge, elle succomberait épuisée, mais non résignée et sauf à se réveiller un jour.

Ce que ces réformateurs supposés seraient pour nous, nous l'avons été pour les Arabes; ce que nous ferions, pourquoi ne le feraient-ils pas? L'homme n'est-il pas toujours l'homme? Ce qu'il a désiré et qu'on lui impose ne cesse-t-il pas d'être ce qu'il désire?

Les Arabes ne nous désiraient pas, tant s'en faut; dès leur enfance, ils ont appris à maudire les chrétiens, *les Roumi*, à les haïr comme les ennemis de leur race et de leur religion : cette civilisation que nous leur apportons à coup de canons, ils ne la comprennent pas, ils la redoutent; et comment la comprendraient-ils? Nous venons changer leur gouvernement, leurs habitudes; nous prenons leurs terres, nous prétendons hardiment qu'elles nous appartiennent, à nous étrangers, à nous chrétiens, parce que leurs docteurs Bou Maleck et Bou Haneifa ont écrit que la terre appartenait au souverain; nous sequestrons le patrimoine de ceux qui ont assez de cœur pour nous faire la guerre; nous brûlons les villages, nous enlevons les troupeaux, nous renversons les villes; malgré nos intentions presque toujours meilleures que nos actes, souvent même à notre insu, nous jetons le trouble dans les fortunes de ceux mêmes qui nous servent..... Eh! sans doute, je ne méconnais pas les nécessités presque fatales que nous ont imposées la

guerre et la politique, je n'ignore pas que nous pouvons réparer ces maux, effacer pour l'avenir ces tristes conséquences du passé, et rendre aux générations futures plus de bien que nous n'avons fait de mal aux pères, je sais jusqu'où va à cet égard la sollicitude et la vigilance du Ministre de la guerre et du Gouverneur; mais je dis qu'il faut beaucoup de temps, beaucoup de force pour faire accepter à ce prix la plus belle des civilisations, beaucoup de prudence, de justice et de générosité pour réparer ces désastres et les faire oublier.[1]

Les Arabes n'étaient pas puissans par leurs armées, ils l'étaient parce qu'ils sont tous armés, ils l'étaient par leur pauvreté, leur mobilité, leur organisation sociale qui ne laisse pas prise sur eux à moins d'efforts incroyables: ils l'étaient par la constitution topographique d'un pays très-montagneux et par leur bravoure personnelle : ils ont résisté tant qu'ils ont pu le faire, tant qu'ils ont pu défendre leurs familles et leurs troupeaux, seul intérêt vulnérable et qu'il fallait saisir à la course; ils ont combattu de retraites en retraites, de rochers en rochers : il a fallu les vaincre pour ainsi dire un à un ... aujourd'hui ils sont vaincus, ils sont soumis, ils paient l'impôt ... *Dieu le veut !* ... Ils font plus, ils reconnaissent parfai-

[1] M. le Gouverneur a demandé et obtenu l'autorisation d'acquérir des arabes (lorsque l'ancien Beylick n'est pas proprietaire), les terres nécessaires à la fondation de nos établissemens. Cette mesure appliquée à la fondation de Ténèz, a produit le meilleur effet, et nous avons acquis pour moins de 6000 fr. les terres qui nous étaient indispensables. Quant aux propriétés sequestrées, presque toutes ont été vendues par ordre du Ministre.

tement notre supériorité physique et intellectuelle, ils se rapprochent de nous et si nous restons forts, si nous avons l'habileté de la justice et de la générosité, ils auront bientôt, spirituels comme ils le sont, compris que leur intérêt les rattache dorénavant aux nôtres. Mais, certes, ils ne peuvent nous aimer actuellement ; et si nous négligeons d'occuper tout le pays, si nous ne restons pas maîtres de toutes les positions stratégiques, si nous laissons un ennemi debout, si après avoir vaincu, nous ne savons pas nous faire pardonner la victoire et la rendre profitable à ceux qui en ont tant souffert, nous verrons renaître la guerre comme je te le disais dans l'une de mes dernières lettres, nous ouvrirons de nouveau les outres d'Éole pour qu'il en sorte encore :

Luctantes ventos, tempestatesque sonoras.

Cette conséquence était écrite le jour où nous avons mis le pied en Afrique ; le jour du moins où nous avons pris et conservé les principales villes.

Dès ce jour-là, il était insensé de croire que cette nation nous laisserait établir paisiblement sur une partie plus ou moins étendue de son territoire ; elle ne l'a pas fait. Dès ce jour-là, il a fallu dominer partout pour pouvoir rester tranquilles quelque part, vaincre toutes les résistances pour n'avoir plus à combattre et rester constamment forts pour conserver la paix, la rendre utile et réparer les désastres de la guerre.

On a pu méconnaître ces nécessités pendant quelque temps ; aujourd'hui il serait aussi puérile de les nier que honteux, impolitique et dispendieux de re-

culer devant les obligations que nous imposent les intérêts réels de la France et ceux même des Arabes.

Le premier conseil que donnent les faits, la politique et l'économie, c'est donc de conserver en Algérie les 80,000 hommes qui en ont fait la conquête.

Mais ce moyen est coûteux et il pourrait devenir imprudent en raison des autres intérêts de la France.

Il faut tendre à diminuer cette armée.

Comment la diminuer sans nous affaiblir ?

Est-ce en jetant dans l'intérieur, autour des points stratégiques, occupés militairement, une population pauvre, faible, inhabile aux armes, inaccoutumée au climat comme celle qui, nécessairement, formerait le noyau de ces établissemens lointains? Est-ce en y plaçant quelques-uns de ces jeunes gens hardis, séduits par l'étrangeté et la témérité de ces entreprises, qui chercheront la fortune ou rêveront quelques grandes propriétés pour chasser ou vivre en seigneurs féodaux? Est-ce même en y appelant les grands capitaux qui ne s'aventurent pas si légèrement, fructifient à moins de frais et se perdraient sans profit?

Assurément, non. Cette population aurait essentiellement besoin de protection ; il faudrait à côté d'elle une garnison permanente et immobilisée chargée de veiller à sa sécurité, de l'aider dans ses travaux, de régler ses différents avec les Arabes, de fournir souvent à ses besoins. Ce serait un affaiblissement et non une force.

On ne peut satisfaire à l'œuvre coloniale en maintenant la force, qu'en consacrant la force même à la colonisation. Dans ce but, il faut dans ces localités

écartées, loin de nos centres de population, en présence des Arabes organisés militairement, une population jeune, virile, faite aux dangers, aux fatigues, au climat, qui puisse à la fois travailler, se défendre, et concourir, s'il le faut, aux opérations militaires, non seulement avec le courage commun à tous, mais encore avec l'habitude des armes, de la tactique et de l'esprit d'ensemble qui multiplie les forces.

Remarque bien la distinction que je pose en cherchant à avancer graduellement dans ma démonstration :

Sur le littoral, dans un rayon de dix ou douze lieues autour de nos établissemens, la sécurité est assurée, les travaux les plus indispensables sont faits ou s'achèvent, la confiance est établie, le mouvement est donné ; la colonisation peut et doit s'effectuer au gré de chacun, suivant son aptitude et ses moyens, soit dans les propriétés privées, soit dans les villages bâtis par les bras militaires, soit dans ceux que fait établir avec tant de zèle et de sollicitude, le Directeur de l'intérieur qui semble se multiplier pour satisfaire à toutes les nécessités de cette œuvre si laborieuse.

Mais, à l'intérieur, dans les localités écartées, il faut autre chose, parce que la population y serait nécessairement plus exposée aux évènemens qui peuvent se présenter et qu'il est sage de prévoir, parce qu'elle aurait plus de besoins de tout genre.

Ce sera l'objet de la lettre suivante.

LETTRE SIXIÈME.

Considérations d'économie publique. — Conditions normales de la prospérité. — Travaux d'une utilité commune. — Nécessité de la force d'ensemble pour les exécuter. — Moyens de cette force.

Alger, 7 avril 1844.

Revenons un moment sur ce qui précède : la question est si grave, je crains tant de m'égarer à mon insu en cédant à l'entraînement d'une idée nouvelle que j'ai repoussée moi-même pendant long-temps, que j'avance avec timidité et en tâtant le terrain pour m'assurer s'il est solide.

Si je me suis bien expliqué, tu as compris que nous devons rester forts pour pouvoir être justes, et qu'à l'exemple des romains, dans les Gaules et sur le théâtre même où nous agissons aujourd'hui, il faut occuper tous les points stratégiques de l'intérieur afin de pouvoir conserver la paix et la rendre féconde en nous emparant du commmerce.

De là, la nécessité d'une armée nombreuse répartie sur tout le territoire de manière à empêcher toute pensée de rebellion ou à la comprimer immédiatement d'après cet adage : *principiis obsta.*

Mais, dira-t-on, même en reconnaissant cette néces-

sité, elle n'entraîne pas celle d'y placer une population coloniale : c'est à cette objection que je dois répondre avant de reprendre la discussion.

Occuper avec une force purement militaire, vouée seulement à quelques cultures pour sa consommation, occupée de la construction des établissemens qui lui sont nécessaires, maintenant l'ordre et la paix dans un certain rayon, c'est beaucoup pour la puissance de domination, ce n'est pas assez pour les autres intérêts, car c'est avoir les dépenses sans les avantages matériels qui pourront en être la compensation.

Il faut avant tout qu'un centre de population soit placé dans les conditions normales dont je te parlerai tout-à-l'heure ; mais ces conditions une fois assurées, il est certain que plus nous multiplions les centres de population, plus aussi, nous enlaçons le pays dans nos bras, si l'on peut s'exprimer ainsi, plus nous augmentons la sécurité des routes qui permettent de commercer avec l'intérieur, plus nous développons la production qui nous enrichit et la consommation qui accroît les échanges avec le littoral et avec les Arabes.

En second lieu, des garnisons exclusivement militaires, jetées ainsi à une grande distance de nos villes, retranchées pour ainsi dire du monde vivant, n'ayant pour toute distraction dans ces solitudes, que la chasse aux chacals et le coucoussou des Arabes, y périraient de nostalgie. On n'apprécie pas assez, en France, combien il faut avoir d'énergie et de ressources dans l'esprit pour supporter gaiement comme nos braves de Teniet el Haad, de Tiaret, de Boghar et

de vingt autres points, cet exil qui ne s'anime plus des émotions de la guerre.

Ainsi, en dehors de l'intérêt colonial, l'humanité seule nous ferait une loi de placer autant que possible auprès de ces garnisons, la vie, le mouvement et les ressources qu'amène une population agricole et commerciale, mêlée de femmes et d'enfans et stimulée par l'intérêt qui s'attache à la propriété.

Mais, à part les considérations politiques dont il était question dans ma précédente lettre et que je ne semble oublier un moment que pour y revenir avec plus de force, il en est d'autres qui ne permettent pas d'aventurer ainsi des familles, même sous la protection militaire.

Si les établissemens coloniaux préparent la richesse de l'avenir, ils ont leurs inconvéniens pour le moment. Ainsi la terre qu'on leur donnera à cultiver appartient à quelqu'un; si elle nous appartient en droit, elle est du moins possédée de fait depuis longtemps par d'autres que par nous, et en bonne politique, ce fait doit avoir pour nous toute la force d'un droit; si le contact des Européens avec les Arabes multiplie les occasions d'échange et les chances de progrès, il augmente aussi les causes momentanées de froissement.

Il y a là un danger qui impose beaucoup de prudence, qui exige le concours d'une autorité forte, intelligente, respectée des Arabes et habituée à traiter avec eux.

L'homme, en outre, ne vit pas avec la terre toute seule, encore moins avec les théories.

Nonobstant tous les beaux projets de colonisation que chaque jour voit éclore et mourir, il n'est ni facile, ni prompt de créer un village ; il est encore plus lent et plus difficile d'en faire prospérer les habitans Quelques sacrifices, quelques efforts que puisse faire le gouvernement, cette prospérité ne peut exister sans la double facilité d'approvisionnement et d'écoulement des produits.

Choisissez le plus beau site du monde, bâtissez des maisons, défrichez, ensemencez les terres, donnez-les à des familles choisies parmi les meilleures et les plus aisées, ajoutez à ces dons quelques bestiaux.... On vivra peut-être dans ce village, mais certainement on n'y prospèrera pas s'il se trouve relégué au loin, dans l'intérieur des terres, sans communication constamment et facilement assurée avec les lieux d'approvisionnement et de consommation.

Que sera-ce si les maisons ne sont pas bâties, si les chemins ne sont pas ouverts, si les eaux ne sont pas réunies, contenues et dirigées ? Or, rien de tout cela n'existe à l'intérieur, rien de tout cela n'existait même dans nos banlieues ; il a fallu tout faire, et plus on s'éloigne, plus aussi tout devient difficile et coûteux.

Lancerez-vous une population civile, famille par famille, à 20, 30 ou 40 lieues de la côte, sans que ces travaux préparatoires aient été faits ? Elle y périra de misère ou d'ennui, même sous la protection militaire.

L'enverrez-vous en masse, ce qui est fort difficile, en exigeant qu'elle fasse, elle-même, les tra-

vaux d'utilité commune? Elle ne le peut pas, alors même que vous l'y forceriez, ce qui serait très peu civil; elle ne le peut pas, parce qu'il faut qu'elle bâtisse sa maison, qu'elle pourvoie à son existence, qu'elle veille aux enfans, qu'elle garde son faible troupeau.

Les ferez-vous exécuter à prix d'argent par des ouvriers civils? Votre budget n'y suffirait pas : la journée se paie de trois à cinq francs sur la côte.

Les ferez-vous accomplir par l'armée? Elle est prête sans doute à s'y dévouer, elle l'a fait, elle le fait encore tous les jours; mais alors, loin de la réduire, il faut l'augmenter; car elle ne peut à la fois maintenir la paix, assurer le recouvrement de l'impôt arabe, construire ses casernes, ses hôpitaux, ses magasins, faire les routes, bâtir les maisons des colons, défricher, planter et protéger. Ses soins sont dus d'abord à l'État pour les grands travaux d'utilité générale et pour ses propres établissemens.

Enfin, dans toutes les discussions, dans toutes les difficultés qui s'élèveront entre les colons et les Arabes, est-ce un Juge de paix, un Maire ou un Commissaire civil qui les règlera, à 50 lieues de l'autorité dont ce fonctionnaire tire son pouvoir à peine suffisant pour se faire obéir par ses administrés? Poser la question, c'est la résoudre : la puissance morale, ainsi que nous l'avons répété plus haut, ne peut encore exister que par la force physique.

Concluons sur ce point :

Il faut coloniser à l'intérieur, dans l'intérêt politique, militaire, agricole et commercial.

Cette colonisation exige de grands travaux tels que les défrichemens, la construction des maisons, des bâtimens publics, des fontaines, des égoûts, des canaux et des routes nécessaires pour que l'on puisse vendre les récoltes et acheter, soit des matières premières, soit les produits fabriqués.

Plus ces travaux seront faits d'ensemble, plus vîte ils seront faits, plus promptement aussi chaque fraction de la société sera à même de vivre d'abord, de prospérer ensuite, de grandir et de se développer peu à peu; plus tôt aussi elle créera la richesse mobilière et immobilière; plus tôt elle entrera dans le mouvement agricole et commercial qui donne à la métropole les véritables compensations, plus tôt, enfin, elle contribuera aux charges publiques.

L'armée ordinaire ne peut les exécuter sans qu'on l'augmente ou sans qu'elle fasse défaut à d'autres travaux plus urgens encore.

Les ouvriers civils ne peuvent être employés à cette distance.

La population dite civile, formée d'élèmens hétérogènes, sans lien d'ensemble, sans chef qui ait sur elle une autorité suffisante pour la diriger dans des opérations d'une utilité commune, libre d'ailleurs de s'abandonner aux fantaisies de sa volonté sous la seule condition d'observer les lois (or, la loi permet tout ce qu'elle ne défend pas) et forcée de pourvoir d'abord à l'intérêt individuel, serait incapable d'exécuter ces travaux d'ensemble; impuissante pour elle-même, elle aurait besoin d'aide et de protection, et serait une cause d'affaiblissement.

Il faut donc une population qui, sans être l'armée, puisse en être l'auxiliaire et la remplacer au besoin, c'est-à-dire qui ait la même composition et les mêmes devoirs ; une population qui, sans être civile, ait les mêmes intérêts, c'est-à-dire la propriété et la famille; une population, enfin, telle qu'elle a été désignée plus haut, nombreuse, armée, ayant avec elle toutes les industries diverses pour la satisfaction des premiers besoins matériels et moraux, car, et c'est une considération qui m'a échappé quand j'examinais les conditions de la prospérité, là où tout est à faire, tous ont besoin de tous.

Mais pour qu'une population semblable puisse être organisée avec sa double mission coloniale et militaire, pour qu'elle puisse remplir son mandat, suppléer l'armée et la remplacer plus tard en partie, il faut une institution, un engagement, une direction, un lien d'association, un intérêt :

Cette institution, c'est la loi qui doit la faire ;

Ce lien, c'est la discipline et la fidélité au drapeau;

La direction, c'est le commandement ;

L'intérêt, c'est la famille et la propriété.

Maintenant, qu'on appelle cela société civile, militaire ou religieuse, peu importe ; ce qui me semble évident, c'est qu'il y aura là un moyen de colonisation prompt, sûr, véritablement économique, bien qu'il impose d'abord un surcroît de dépense, et très protecteur de la colonisation civile sur la côte, quelque nom qu'on lui donne.

A demain, le complément.

LETTRE SEPTIÈME ET DERNIÈRE.

Esquisse sur l'action et la composition présumée d'une Légion Coloniale.

Alger, 8 avril 1844.

Rassure-toi, mon ami, je suis bientôt au bout de mon rouleau et je n'en serai pas moins enchanté que toi, car tout en devisant sur la colonisation, il faut que je veille à mes affaires et le fardeau ne laisse pas que d'être lourd.

C'est quelque chose d'assez étrange que de me voir, moi, paisible bourgeois, très ami des institutions ordinaires de notre pays, par métier et par habitude, moi, qui n'aimerais guère à monter ma garde ou à louer mes mules pour les transports de l'armée, c'est quelque chose d'assez étrange, dis-je, que de me voir préconiser une institution militaire.

Ah! c'est qu'entre nous, entre toi soldat, et moi, voyageur pacifique, il ne s'agit pas, d'affaires ou d'intérêts personnels, de préjugés de robe, de misérables discussions sur la toge ou l'épée; il s'agit de notre pays, de sa gloire, de sa prospérité, et suivant les temps, les lieux et les circonstances, nous cherchons pour lui, partout où elle peut-être, cette force qui lui est nécessaire pour accomplir son œuvre dans ce nou-

veau royaume, préparer l'avenir, et ouvrir au commerce de la France les voies où il s'élancera un jour.

Or, c'est le cas de le répéter; une société à faire dans un pays complètement deshérité depuis des siècles du travail de l'homme, et en présence d'une population étrangère dont nous troublons l'existence, ne se constitue pas avec les moyens qui servent à conduire une vieille société, dans une contrée enrichie de tous les travaux de la civilisation.

A la côte, nous sommes déjà en France, marchons par nos lois et nos institutions en les appropriant doucement à notre situation encore difficile; à quinze lieues de la mer, nous sommes en pleine Afrique, tendons à la franciser par tous les moyens possibles.

Le plus convenable et le plus économique sera celui qui aura le plus d'efficacité, quelque nom qu'on puisse lui donner!

A part toute considération de mœurs, de caractère, de sentiment jaloux de liberté, c'est, il faut en convenir, une admirable institution de force et de puissance que celle qui, appuyée sur la loi, réunit cent mille volontés sous la direction d'une seule, et fait agir cent mille bras en même temps et dans le même but! Corps toujours jeune, toujours dévoué, qui brave les fatigues, les privations et la mort, parce que la loi l'ordonne; corps sorti de la nation, et qui y rentrera; la nation elle-même, ou du moins l'expression vivante de sa force, composé de tous ses enfans, renfermant comme elle toutes les intelligen-

ces, toutes les capacités, tous les dévouemens, non pas confus, désordonnés et s'abandonnant aux fantaisies du caprice; mais contenus, réglés et dirigés sous un frein moral qu'on appelle l'honneur, sous un frein matériel qu'on appelle discipline. Société où le mérite et les services font les chefs, où le moins riche de ses membres jouit de plus de bien-être et se trouve entouré de plus de sollicitude, que la plupart d'entr'eux ne pourrait en rencontrer sous le toit paternel.

Certainement, il serait bien malheureux qu'on ne puisse employer aux grands travaux de la paix, de la colonisation et de la régénération de l'Afrique, cette admirable puissance d'association et de discipline, après l'avoir si glorieusement utilisée dans les fatigues et les dangers de la guerre.

Eh bien! nous demandons que les membres de cette armée qui auront pendant un temps servi la France, soit dans les combats, soit en maintenant l'ordre public, soit en exécutant de grands travaux, soient appelés à achever leur temps de service dans des corps spéciaux ayant mission de coloniser l'intérieur de l'Algérie et de défendre leurs créations.

Nous demandons qu'on leur assure à eux et à la famille qu'ils se feront, la propriété d'une maison et de dix à douze hectares de terre, à charge de créer cette propriété sous une direction ferme, avec l'appui de tous pour chacun, et en s'engageant à la défendre militairement tant qu'il sera nécessaire.

Dans une de ces allocutions si énergiques et si franches que par fois elles semblent manquer leur but, en le dépassant, tant il faut d'art pour persuader les

hommes! le Gouverneur-Général, dans les discours du quel les esprits les plus difficiles trouveront toujours ou une vérité ou un profond désir d'augmenter le bien-être des masses et la gloire de la France, nous disait : que dans les circonstances où nous nous trouvions, tout colon devait être soldat.

En reconnaissant qu'il avait raison, surtout à l'époque où il nous tenait ce langage, nous n'étions guère de son avis ; aujourd'hui, nous l'espérons, il sera du nôtre, car, grâces à lui, nous jouissons d'une sécurité que nous n'avions pas osé espérer, et il a si bien fait la guerre qu'il nous dispense désormais de la faire. Nous pouvons, ce qui vaut mieux pour lui comme pour nous, consacrer en paix, tout notre temps à nos cultures, nos voyages et notre commerce, sauf à monter notre garde de temps à autre pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité publique.

Mais pour l'intérieur de l'Algérie, il me paraît avoir pleinement raison, et sans exclure les négocians ou les agriculteurs qui voudront y tenter la fortune dans les localités où ils seraient naturellement protégés, je crois, que la population doit y être à la fois civile et militaire. Or, comme la population civile ne saurait se plier complétement aux obligations militaires, il faut y placer une population militaire qui aura les mêmes intérêts que la population civile : la propriété et la famille; les mêmes devoirs que l'armée : le service militaire, le travail en commun, l'ordre et la discipline.

De là vient la création de ce que j'appelle : — *Legions Coloniales.*

Personne ne s'en est encore occupé qu'en théorie, je ne puis donc faire connaître des projets qui n'existent pas; je te donne les idées qui me sont venues.

La Légion Coloniale serait en dehors de l'armée, mais organisée et payée comme les régimens.

Elle serait composée de volontaires.

Ils seraient pris soit dans la réserve, soit dans l'armée active, soit parmi les hommes qui ayant servi, ou même n'ayant pas servi, réuniraient les conditions d'âge, de santé et de moralité nécessaires.

L'engagement serait de trois ans; pendant cette durée de service, les hommes reçevraient la solde et les vivres de campagne; l'habillement et l'armement seraient fournis par l'état; ceux qui se marieraient auraient droit à un supplément, le travail serait en commun, les produits seraient versés à la masse.

Le temps de service accompli, celui qui voudra porter ailleurs son activité deviendra libre, il recevra sa part sur le fonds commun et ira où sa fantaisie le portera.

Celui au contraire qui aura pris goût à l'œuvre, recevra une dot, il se mariera, s'il ne l'est pas, il aura sa maison à lui, sa basse cour, sa grange, son champ, les arbres qu'il transmettra à ses enfans.

A partir de cette époque, il n'a plus la solde, parce qu'il jouit de sa propriété; il est exempt des corvées de détail; mais il est encore légionnaire, il est tenu au travail en commun pour l'utilité publique et au service militaire, soit pour l'activité, jusqu'à un âge

déterminé, soit pour la défense des propriétés, passé cet âge, jusqu'à ce qu'enfin, devenu vétéran, il jouisse sous les ombrages qu'il aura fait naître, du repos acquis par une vie de travail et de probité.

On assure qu'il sera impossible de trouver les élémens nécessaires pour la formation de ces légions de soldats laboureurs; cela peut être; il y a, je crois quelque chose de plus difficile, c'est de régler les détails de cette institution, militaire dans la forme, civile dans ses intérêts Si l'on n'y parvient pas, disait M. le Maréchal Gouverneur, la question est résolue; on se sera mis en frais d'imagination, ce qui n'est pas coûteux, et on cherchera d'autres combinaisons car, pour me servir d'une expression consacrée: il y a quelque chose à faire.

Quant aux volontaires, comment n'en trouverait-on pas quand on est embarrassé pour donner de l'occupation aux militaires libérés qui assiègent les administrations? quand vous échangez un service purement militaire pour un autre qui joint à l'éclat du premier, l'intérêt d'une industrie privée, quand d'un prolétaire vous tendez à faire un propriétaire aisé, quand l'homme qui rentrait dans la société, avec l'honneur de ses services, mais la bourse vide, pour se mettre aux gages de quelqu'un dans les champs ou dans les villes, aura la perspective de laisser à ses enfans, la maison où ils seront nés, les champs qu'il aura défrichés, les arbres qu'il aura plantés?

Il avait été question d'abord de prendre des soldats libérés, au moment où ils reçoivent leur congé définitif: c'était une mauvaise combinaison; il y a à

cette époque, un moment de crise; on sort de la contrainte dans la quelle on est resté sept ans, contrainte sage et salutaire sans doute, mais qui n'en est pas moins une contrainte et dont, à ce titre, on ne sent que l'inconvénient.

Le premier besoin qu'éprouve le jeune soldat sortant du service, c'est d'être libre, d'être bourgeois, de revoir le pays, la famille, les amis; c'est d'aller raconter aux camarades ébahis qui n'ont pas quitté le clocher, comment on a franchi le Mouzaia sous une grêle de balles, ou chassé le lion dans les déserts . . . mais ce premier moment passé, combien de soldats sont revenus, le cœur serré, redemander à l'Afrique: son soleil, ses émotions et du travail. . . j'allais dire, du pain.

Supposant la Légion coloniale organisée. . . . Et qui empêcherait en effet d'en faire l'essai avec un millier d'hommes? L'expérience vaudrait la peine d'être tentée; elle démontrerait la possibilité ou l'impossibilité de cette création mieux que les discussions dont elle sera l'objet, et dans laquelle, avec toute la bonne foi possible, on parviendra difficilement à s'entendre.

Supposons donc qu'il ait été organisé une Légion coloniale de mille hommes, chargée de fonder, à cinquante lieues d'Alger, sur le bord du Haut-Chélif, entre Askar et Boghar, déjà occupé militairement, des établissemens destinés à défendre l'entrée des montagnes et à faciliter le commerce entre Médéah et les tribus des Saouary, des Ouled-Nail, de la plaine de Taguin, etc.

Voyons cette Légion à l'œuvre :

Voilà une population énergique, dans la force de l'âge, capable à la fois de cultiver la terre et de la défendre, qui a reçu de la loi ce double mandat, avec la certitude de travailler pour elle en même temps que pour l'État, et de se créer une propriété et une famille. La voilà marchant à ce but, sous la sanction de la discipline, à la voix d'un chef obéi qui donne aux forces individuelles l'impulsion la plus utile au bien général.

Elle a pour elle le nombre, l'habitude de la guerre et des travaux, des fatigues et des privations; elle fait non-seulement sa sécurité à elle-même, mais encore, celle des alliés du voisinage; elle renferme dans son propre sein, l'autorité qui veille aux intérêts politiques et militaires, comme à ceux du bon ordre; elle réunit toutes les industries, depuis celle du manœuvre jusqu'à celle de l'artiste, tous les caractères, depuis le penseur qui invente jusqu'au loustic parisien qui fait des chansons, joue la comédie et chasse la nostalgie, toutes les professions, depuis le médecin du corps jusqu'au médecin de l'âme qui prie, console, exhorte et instruira les petits enfans.

Les emplacemens ont été choisis, le plan en a été levé, la place des édifices publics a été réservée, celle des maisons a été indiquée, les terres sont divisées par parcelles.

La légion arrive, elle campe sous la tente dans les lieux assignés; elle est déjà chez elle habituée qu'elle est à vivre ainsi.

Elle n'a pas à craindre, elle peut déjà protéger.

Quelques jours après, les tentes sont remplacées par des maisons de planche ou de feuillages ; un jour viendra où il s'élèvera sur ces terres une cité florissante et l'histoire racontera qu'elle a été fondée par telle légion coloniale française !

Aidée par la garnison régulière mais momentanée de ce point stratégique, la légion se met à l'œuvre : elle fabrique sa chaux, cuit sa brique, taille ses pierres, façonne ses bois, forge ses serrures, creuse des fondations, et l'asile du malade avec sa chapelle sont bâtis avant qu'il y ait des malades.

Cependant les routes et les chemins d'exploitation sont ouverts, la pioche a extirpé les broussailles, la charrue a déchiré le sol, des jardins existent, des arbres sont plantés, la vie matérielle est déjà améliorée en attendant que des fourrages engraissent le troupeau commun et que d'autres récoltes puissent se vendre au profit de la masse en alimentant le commerce d'échange.

Ces premiers besoins satisfaits, les routes se perfectionnent et mettent en communication les établissemens nouveaux avec Médéah, Blidah et Alger ; l'auberge européenne existe à coté du bazar et du caravanserail destinés aux Arabes ; les produits du prétendu désert s'y échangent contre ceux de la France, au profit de la paix et de la domination.

Si, par évènement, quelques difficultés se présentent, l'établissement agricole devient une forteresse, il se hérisse de baïonnettes, les alliés inquiétés viennent chercher un refuge auprès d'elle et de

son enceinte, défendue par une partie des travailleurs, sortent des bataillons disciplinés qui se joignent aux colonnes expéditionnaires pour rétablir l'ordre et revenir ensuite à leurs travaux.

Tout n'est pas supposition dans ce que je te dis là, mon cher ami ; je te raconte ce que j'ai vu, ce qui existe déjà dans plusieurs localités, non pas tel que ce serait dans l'organisation indiquée, mais dans des conditions d'existence moins favorables pour l'armée qui a créé Teniet-el-Haad, St.-Ferdinand, Ste-Amélie, Orléanville, Tenez, Tiaret et vingt autres postes plus ou moins importans pour la sécurité et la colonisation.

Assurément s'il faut attendre ou du budget, ou des colons civils livrés à eux-mêmes, l'achèvement des travaux considérables qui sont si nécessaires pour assurer au loin la tranquillité et la prospérité d'un centre de population un peu important, nous attendrons long-temps.

Et cependant, combien n'est-il pas important que les points stratégiques et commerciaux de l'intérieur soient occupés militairement et colonialement pour étendre le commerce et faciliter tous les échanges qui enrichiront la côte.

C'est la prospérité du commerce et de l'agriculture, du travail et de l'industrie que j'ai en vue ; c'est pour eux que je sors du silence que j'aime, pour eux que je me livre au feu des discussions que je redoute.

L'établissement des légions colonisatrices à l'intérieur me paraît un moyen puissant et économique, d'activer et de protéger la colonisation qui se fait sur

le littoral par l'action libre et volontaire des industries privées.

Quant aux détails, ce n'est pas ici qu'ils peuvent être étudiés.

Adieu donc, frère, en voilà assez, trop long peut-être pour cette fois; je n'ai compté ni mes forces ni les opinions; j'ai vu, j'ai senti, j'ai écrit. Je ne croyais pas tant en dire, mais je ne sais pas m'arrêter, quand il s'agit de la France ou de l'Algérie.

L'œuvre marche, mon ami, non pas au gré de nos impatiences, mais aussi rapidement que possible : elle a été admirablement suivie depuis trois ans, depuis que les expériences se sont formées. Tout n'est pas fini; il faut encore bien de la patience, bien de la force, bien de la sagesse pour recueillir les fruits dont la récolte se prépare.

Gardons-nous des fautes qui compromettraient tant de travaux.

Après avoir vaincu pour dominer, sachons rester forts pour organiser, pour maintenir, pour effectuer les grands travaux que réclame la colonisation, but de tous les efforts civils ou militaires.



APPENDICE.

LETTRE HUITIÈME.

Faits récens à l'appui de ce qui précède — Progrès de la domination — Les tribus du Désert demandent à commercer avec nous ; elles reconnaîtront la souveraineté de la France et paieront l'impôt — Les chefs se sont présentés en personne pour solliciter l'investiture.

Alger, 12 avril 1844.

Eh non ! cher ami, non, je n'ai pas fini, et malgré le désir et le besoin que j'avais de laisser la plume, voici encore que poussé par je ne sais quel démon ennemi de mon repos, je griffonne à la clarté de ma lampe, cette lettre, appendice de celles que je t'écrivais, confirmation et preuve de tout ce que nous avons dit déjà.

Il s'agit d'un fait important, qui s'est passé, ce matin même.

Les conséquences d'un bon système fondé sur l'observation, appliqué avec habileté, énergie et persévérance, sont si fécondes qu'on a peine à y croire; tu me croiras, toi, parce que j'ai vu.

Les premières difficultés vaincues, les évènemens heureux se succèdent avec tant de rapidité, que l'aspect des choses change à chaque instant et que la supposition d'hier, qui paraissait chimérique, est dé-

5

passée aujourd'hui par la réalité. Et, pour le dire en passant, c'est là ce qui fait que vous êtes en France, imprudens et téméraires, quand vous croyez pouvoir dire d'une manière absolue, ce qu'il convient de faire ou d'éviter en Afrique, dans ce pays retranché du monde en quelque sorte, depuis tant de siècles et que personne ne connaissait, pas même ceux qui l'ont vu, du haut d'un minaret d'Alger.

Il n'y a pas très long temps que les noms inconnus de Boghar, Teniet el-Haad, Tiaret, etc., nous paraissaient fabuleux; nous regardions comme impossible que jamais nous puissions parvenir jusque là, peu s'en fallait même que nous ne révocassions en doute l'existence de ces localités où s'élèvent aujourd'hui de beaux établissemens militaires et déjà quelques maisons bâties par des colons civils qui s'y sont portés volontairement.

Dans ma dernière lettre, j'envisageais seulement comme une hypothèse, qui peut-être appelait sur tes lèvres un sourire d'incrédulité, l'installation d'une légion coloniale auprès de Boghar, pour faciliter le commerce de la côte avec la plaine de Taguin où S. A. R. le duc d'Aumale s'est emparé de la Smala d'Abd-el-Kader.

Eh bien! mon cher ami, les faits qui se passent tous les jours laissent ces suppositions bien loin derrière nous, quant à la possibilité du commerce et à la distance où il peut s'étendre..... grâce au *système guerroyant.*

Je te raconte ce que j'ai vu ou entendu, en supprimant toute couleur locale, si vraie qu'elle soit, afin

que tu ne prennes pas la réalité pour une peinture d'imagination.

Avant tout, ouvres la carte de l'Algérie(1843); tu me comprendras plus facilement.

Tu verras, au sud de Biskarah, à quarante lieues environ de cette ville, non loin du méridien de Milah, une autre ville du Désert, Tuggurth, dont nous parlions à peu près comme de Tombouctou.

Tu verras, un peu à l'ouest de Tuggurth, à cent quinze ou cent vingt lieues de la mer, à quelque distance des méridiens de Cherchell et de Tenès, deux autres villes, deux véritables villes, l'une Laghouat, à laquelle on donne 20,000 âmes de population et qui ne figure pas sur nos premières cartes; l'autre, Aïn Madhy, place fortifiée dont tu as pu voir le plan dans les bureaux de la Guerre en 1839 ou 1840.

Biskarah! tu sais ce que c'est; notre jeune prince vient de nous l'apprendre, et tu as vu, dans le *Moniteur*, que des chefs de Tuggurth étaient venus, dans son camp, lui faire leur soumission, demander sa protection et la permission de commercer avec nous, sous la condition d'acquitter l'impôt.

A la suite d'une excursion pacifique au sud de Médéah, prescrite par M. le Gouverneur-Général et exécutée par M. le général Marey, une soumission de même genre vient d'être faite à Alger, au nom de la ville de Laghouat et des tribus qui en dépendent.

Je me trouvais ce matin, par hasard, dans le cabinet de M. le Gouverneur-Général, causant avec lui de banque et de commerce; il venait de lire un rapport de M. le général de Lamoricière sur le bon ef-

fet moral produit chez les Arabes, par le beau travail du barrage du Sig et les nombreuses greffes d'olivier que le Maréchal a fait effectuer chez plusieurs tribus de la province d'Oran, reconnaissantes de ce double bienfait. Il examinait avec quelques personnes la proposition qui vient de lui être adressée par un colon recommandable d'Alger que nous avons rencontré, .. *en cabriolet* !. . à quelques lieues de Milianah, et qui, après cette étude des lieux, lui demande l'autorisation d'établir chez les Soumata, sur la route de Blidah à Milianah, quatre fermes avec auberge, pour faciliter le roulage qui s'y effectue déjà, assurer un asile aux voyageurs et commencer l'exploitation des bois qui abondent dans ces montagnes.

Cette création n'est peut être pas aussi nécessaire ni surtout aussi facile qu'elle peut le paraître au premier coup d'œil ; d'une part, l'ouverture d'une route nouvelle de Cherchel à Milianah, va changer la direction des transports en abrégeant le trajet de deux journées sur cinq ; de l'autre, il y a des intérêts sérieux à examiner : il n'est pas sage, de faire trop vite, même les meilleures choses ; avant de jeter ainsi des établissemens européens, au milieu des arabes, il faut consolider leur organisation, régler les conditions de la cession des terres et démontrer à ces peuples qu'ils peuvent avoir un avantage réel à la création de ces établissemens sur leur territoire. La population arabe, il ne faut pas l'oublier, doit être un élément important de la colonisation : si elle y trouve avantage, elle entrera peu à peu dans nos vues ; si, au contraire elle souffre de notre contact, les oppositions se perpé-

tueront et au lieu d'occuper l'armée aux travaux productifs de la paix, il faudra l'employer encore aux opérations dispendieuses de la guerre. Toute colonisation durable est lente ; appuyée sur la force, elle est encore une œuvre de temps, de persuasion, de sagesse et d'exemple.

En fesant ces observations, M. le Maréchal qui, du reste, a depuis plusieurs mois, donné l'ordre d'étudier, sur toutes les routes nouvelles, la forme et l'emplacement possibles de ces lieux d'étape destinés aux voyageurs, ne rejetait pas d'une manière absolue la proposition qui lui était faite; il va la faire étudier.

Je n'en admirais pas moins tout ce que le *système guerroyant* avait amené de résultats importans pour la grande, la véritable colonisation, pour celle qui va ouvrir au commerce et à l'industrie de la France, un continent nouveau, ainsi qu'on le disait il y a quelques jours, dans le banquet solennel où Marseille a protesté si énergiquement contre l'esprit de désordre. Et, en me rappelant un article récent de la *Gazette d'Augsbourg*, sur les difficultés graves que la guerre mal faite et le système pacifique ont tour à tour léguées à la Russie dans les montagnes du Caucase et dans la Circassie, en comparant l'état actuel de l'Algérie avec ce qu'elle était, il y a trois ans ; en voyant l'industrie privée solliciter avec chaleur l'autorisation de créer des établissemens, *pour faciliter le roulage*, à trente lieues d'Alger, sur une route à peine ouverte, au milieu des Arabes des montagnes, dans une partie où les armées ne s'aventuraient pas sans danger, il y a deux ans, je comprenais combien était vrai ce

qu'avait dit le Maréchal Bugeaud à son arrivée, et ce qu'il a si parfaitement démontré depuis : « la véritable « colonisation est dans la soumission des Arabes, « cette soumission dans la conquête de tout le pays, « celle-ci dans notre mobilité, notre énergie et notre « persévérance à poursuivre les intérêts saisis- « sables. »

Pendant que des réflexions de ce genre fermentaient dans mon esprit, un fait nouveau allait venir à l'appui de ces paroles et confirmer cette double nécessité de la domination générale et de la permanence d'une armée forte, active et nombreuse pour la conservation et le développement des avantages acquis.

Un Arabe, vieillard à barbe blanche, mais vert encore et vigoureux, dont la physionomie est à la fois douce et expressive, est introduit dans le cabinet de M. le Gouverneur par son premier aide-de-camp, M. le colonel Eynard et par MM. Daumas, colonel directeur des affaires arabes et Roche, interprête principal.

Ce vieillard, c'est Yahia ben .... je ne me rappelle pas son autre nom ; il arrive de la ville de Laghouat où il demeure, il est connu de M. Roche qui lui a dû la vie, lors de la mission périlleuse qu'il a remplie à Aïn-Madhy. Sid Yahia est venu trouver M. Marey, pendant l'expédition que ce Général vient de faire, sans tirer un coup de fusil, à 90 lieues d'Alger ; il a demandé à être conduit auprès du Maréchal Gouverneur-Général.

Je passe sous silence les complimens et les sala-

malecs d'usage. Je vais au fait et je te reproduis sommairement le résumé de la conversation qui a eu lieu en présence de plusieurs fonctionnaires civils, des officiers supérieurs déjà cités et de quelques autres.

Vêtu simplement, calme en apparence, froid et recueilli, Sid Yahia écoute les questions du Gouverneur; il répond en substance :

« Je suis chef de Laghouat et des tribus qui en dé-
« pendent ; ma famille ou moi leur commandons
« depuis plus de 150 ans ; les habitans d'Ain-Madhy,
« de Kesyr-el-Heyran, de Haouytas, de Tadjemonte,
« du Djebel-Amor nous ont obéi ; tous me connais-
« sent et me respectent.

« Nous sommes riches en bestiaux, en chevaux,
« en laines, en tissus, ouvrages de notre industrie,
« en dattes, en plumes d'autruche, etc. ; nous avons
« besoin des céréales qui croissent sur les terres que
« vous avez soumises à l'obéissance.

« Sous les Turcs, nous apportions nos produits
« pour les échanger contre les grains qui nous
« sont indispensables ; mais les Turcs laissaient sou-
« vent piller nos caravanes ou nous épuisaient tel-
« lement par leurs exactions que toutes nos richesses
« passaient entre leurs mains.

« Depuis qu'ils ont disparu devant votre éten-
« dart, la guerre a semé parmi nous des dissens-
« sions ; nous ne pouvons plus vendre, nous ne pou-
« vons plus acheter ; nos laines se perdent sans
« emploi et nous souffrons.

« Nous attendions qu'une maison solide (une

« puissance durable) se constituât à Alger pour reve-
« nir et négocier avec elle. Jusqu'à présent, nous
« avions pensé que votre séjour ne se prolon-
« gerait pas sur ces côtes : nous voyons que vous
« y fondez de grands établissemens et que vous ré-
« gnez sur tout le territoire : le moment nous a paru
« favorable.

« La renommée nous a appris vos victoires et vo-
« tre grandeur. Vous êtes puissans, car vous avez
« vaincu tous vos ennemis; vous êtes justes, car
« ceux que vous avez vaincus vous aiment, et ceux
« qui ne sont pas fidèles aux lois, redoutent vos
« châtimens. On dit que vous aimez le commerce,
« que vous protégez l'agriculture, que vous ouvrez
« des chemins et faites des fontaines pour les voya-
« geurs ; on dit que, terribles à vos ennemis, vous
« ne dépouillez jamais ni le riche ni le pauvre qui
« négocient avec vous : que Dieu vous protège......
« nous venons à vous.

« Abd-el-Kader était notre ennemi comme le
« vôtre ; nous ne l'avons ni redouté ni servi ; il ne
« pouvait rien contre nous quand il jouait avec tou-
« te sa poudre (quand il était puissant). Que pour-
« rait-il aujourd'hui qu'il est tombé ?

« Mais ces longues agitations qu'il a cherché à en-
« tretenir parmi nous, y ont laissé la discorde ; nous
« le maudissons ; nous ne serions pas venus auprès
« de vous si vous étiez ses amis.

« Aujourd'hui, les esprits divisés ne peuvent se
« rapprocher que par l'ascendant du pouvoir : mon
« autorité, si ancienne qu'elle soit, est trop faible

« pour que je puisse ramener l'ordre qui serait sa-
« lutaire à tous.

« Vous avez la force qui donne la puissance, et la « grandeur que donne la victoire : Si l'éclat de votre « protection rejaillit sur moi et sur les tribus que « je commande, si j'ai reçu de vos mains triomphan- « tes la consécration nouvelle de ma vieille autorité, « vous rendrez aux miens la prépondérance qui leur « appartient, et mon autorité exercée en votre nom, « s'étendra, sans contestation, sur toutes les tribus « que je viens de citer, et, si vous le voulez, jusques « sur les Beni M'zabs.

« Tous feront cause commune avec nous ; vous « serez les maîtres et nous serons les serviteurs ; vos « amis seront nos amis, vos ennemis seront les nô- « tres. Nous ferons un commerce qui sera utile à « vous comme à nous et nous acquitterons fidèle- « ment les impôts.

« Je vous le répète, seul, je serai peut-être im- « puissant à faire le bien ; si vous m'appuyez, il vous « suffira de paraître pour que tous les enfans du Dé- « sert obéissent à ma voix et bénissent votre pré- « sence

« Je marcherai avec vous, je serai entre vos « mains avec ma famille, si ce que je dis n'est pas « la vérité, s'il vous en coûte un coup de fusil, vous « ferez tomber ma tête.

« Je vous demande l'investiture, je vous en ap- « porte le prix et je vous amène les chevaux de sou- « mission envoyés par Laghouat. »

Le Maréchal, dont je ne te répète pas toutes les pa-

roles, lui a promis sa bienveillance et l'appui de la France s'il était sincère :

« Quant à ton argent, lui a-t-il dit, tu peux le « remporter ; nous percevons les impôts régulière-« ment établis parce qu'ils sont nécessaires pour ac-« quitter les dépenses que nous faisons et dont vous « profitez tous ; mais le Sultan des Français, ni ses « lieutenans, ne reçoivent pas d'argent pour prix des « faveurs ou de la protection qu'ils accordent. »

Sous les Turcs, Sid Yahia aurait bien pu ne pas recevoir l'investiture sur sa première demande ; mais, à coup sûr, il n'eut pas remporté son argent ; on n'a accepté de lui que les trois chevaux du Désert, donnés en signe de soumission par les habitans de Laghouat.

Le futur Khalifa de cette partie du désert, *habité par une population nombreuse*, a été remis aux soins éclairés et bienveillans de MM. Daumas et Roche, chargés d'exercer envers lui les devoirs de l'hospitalité. Il a déjà parcouru la ville avec admiration ; demain, il recevra quelques présens et dînera chez M. le Maréchal. Dimanche il assistera à la revue que doit passer S. A. R. Mgr le duc de Montpensier, et sera reconduit auprès de M. le général Marey, qui, après avoir heureusement commencé cette affaire, va commander les deux ou trois mille hommes chargés de cette conqnête pacifique et coloniale.

Au retour, Sid Yahia reviendra à Alger avec les principaux personnages de son khaliffat ; ils prêteront solennellement serment et recevront l'investiture.

Voici les faits ; poses en les conséquences.

Il y a deux ans, au 11 avril 1842, on se battait encore à Mered, sur la route d'Alger à Blidah ; on ne pouvait s'éloigner des villes sans danger ; on regardait comme impossibles la soumission des Arabes et le paiement des impôts, comme chimériques la population et la richesse du Désert ; l'Algérie passait pour avoir à peine une largeur de quelques myriamètres, aujourd'hui elle a plus de cent lieues de profondeur ; l'activité européenne pénètre déjà au tiers de cet espace, sur les routes qui sillonnent le territoire, l'impôt se paie partout avec plus de facilité et surtout avec plus de justice que sous les Turcs, notre pouvoir s'étend au-delà des limites du leur, les Chefs du Désert viennent implorer la protection de la France au nom de l'ordre et du commerce, *un continent nouveau* est ouvert à l'industrie de la France et du monde !

On dit que ce n'est rien, je dis que. . . .

Je dis que je te souhaite le bonsoir, et cette fois, pour la clôture définitive et sans remise. . . . Adieu !
